

*Pour diffusion immédiate***Transcontinental inc. annonce ses résultats de l'exercice financier 2016****Faits saillants de 2016**

- Les revenus ont augmenté de 0,9 %.
- Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté a connu une hausse de 3,0 %.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté a augmenté de 5,1 %.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action a diminué de 43,8 %.
- Maintien d'une solide position financière avec un ratio d'endettement net de 0,8x.
- Signature d'une entente de cinq ans pour imprimer le *Toronto Star*. Le contrat est entré en vigueur en juillet 2016.
- Acquisition de Robbie Manufacturing, un fournisseur d'emballages souples situé à Lenexa, au Kansas.
- Acquisition de Flexstar Packaging, une première acquisition en emballage souple au Canada.
- Modification au programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société afin d'augmenter le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne catégorie A qu'il lui est permis de racheter, soit de 1 000 000 à 2 000 000 d'actions. Dans le cadre de son programme de rachat actuel, en date du 30 novembre 2016, la Société a racheté 701 590 actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,42 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 12,2 millions de dollars.

Montréal, le 6 décembre 2016 - Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B) annonce ses résultats de l'exercice financier 2016 qui s'est terminé le 31 octobre 2016.

« Je suis très fier de nos résultats en 2016, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental. Nous avons poursuivi avec succès la transformation de TC Transcontinental tout en enregistrant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté le plus élevé des 40 ans d'histoire de l'entreprise. Nos employés peuvent être fiers de leur travail et de leur performance.

« La division de l'impression a encore connu une excellente année. Le début de l'impression du *Toronto Star* témoigne de l'intérêt renouvelé que suscite notre modèle unique d'impartition d'impression de journaux. De plus, nous avons continué à élargir nos relations d'affaires avec les détaillants et à déployer des mesures afin de favoriser l'utilisation optimale de notre réseau. En ce qui a trait au secteur des médias, les réalités de marché difficiles qui prévalent toujours nous ont menés à réduire significativement notre structure de coûts. De plus, nous nous sommes départis de certains actifs qui ne cadraient plus avec nos priorités. Quant à la division de l'emballage, je suis satisfait du rythme soutenu de notre progression. Sur une base annualisée, les revenus de cette division ont plus que doublé et représentent maintenant près de 15 % des revenus consolidés. Les acquisitions de Robbie Manufacturing et de Flexstar Packaging ont été judicieusement réalisées en fonction de nos critères stratégiques. Nous sommes convaincus que les initiatives déployées dans la division de l'emballage pour renforcer notre force de vente contribueront à la matérialisation de plusieurs occasions d'affaires avec notre bassin de clients potentiels déjà bien établi.

« Enfin, grâce à notre solide situation financière et à nos importants flux de trésorerie, nous sommes en excellente position pour réaliser nos ambitions de croissance en emballage souple. »

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T4-2016	T4-2015	%	2016	2015	%
Revenus	555,6	540,1	2,9	2 019,5	2 002,2	0,9
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (BAIIA ajusté)	133,9	114,3	17,1	390,1	378,7	3,0
Résultat opérationnel ajusté (BAII ajusté)	107,4	87,8	22,3	283,4	276,7	2,4
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	76,6	60,6	26,4	196,3	186,7	5,1
Par action	0,99	0,78	26,9	2,53	2,39	5,9
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	57,7	100,2	(42,4)	146,3	262,6	(44,3)
Par action	0,75	1,28	(41,4)	1,89	3,36	(43,8)

Veuillez consulter le tableau « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse.

Préambule

La Société a revu sa structure organisationnelle dans le but de regrouper son offre de services aux détaillants au sein de la division de l'impression. Ainsi, les services de distribution de porte en porte et de prémédia ont été transférés sous la responsabilité du secteur de l'impression et de l'emballage. Par conséquent, les données comparatives de nos secteurs opérationnels ont été retraitées pour refléter ces changements.

Résultats du quatrième trimestre de 2016

Les revenus du quatrième trimestre de 2016 sont passés de 540,1 millions à 555,6 millions de dollars, représentant une hausse de 2,9 %. La contribution des acquisitions dans la division de l'emballage et l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien ont plus que compensé la perte de revenus associée aux cessions et fermetures dans le secteur des médias et la baisse de revenus des activités existantes. Au chapitre de la division de l'impression, la stabilité du volume d'impression de circulaires a démontré une fois de plus que ce véhicule marketing est considéré essentiel par les détaillants pour générer de l'achalandage en magasin. L'impression du *Toronto Star*, qui a débuté en juillet 2016, ainsi que les activités de distribution de porte en porte et les services de prémédia ont, quant à eux, partiellement contrebalancé l'effet négatif de la baisse des dépenses publicitaires dans plusieurs segments et la fin de l'entente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada. Quant à la division de l'emballage, les revenus des activités existantes ont connu une légère hausse par rapport au quatrième trimestre de 2015. Pour le secteur des médias, la réduction des revenus publicitaires a continué d'avoir un effet négatif sur les résultats des journaux locaux.

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 87,8 millions à 107,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016, représentant une hausse de 22,3 %. Les acquisitions, l'effet favorable du taux de change et la hausse de la croissance interne ont permis de contrebalancer la baisse de revenus des activités existantes susmentionnée. La hausse du résultat opérationnel ajusté des activités existantes est attribuable à la poursuite d'initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression et le secteur des médias et à la diminution de 7,4 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2016 par rapport au même trimestre en 2015. Pour la division de l'emballage, le résultat opérationnel ajusté des activités existantes est demeuré stable. Malgré l'effet favorable de la charge de rémunération à base d'actions, le résultat opérationnel ajusté aurait augmenté de 12,7 %.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté a augmenté de 26,4 %, passant de 60,6 millions de dollars, ou 0,78 \$ par action, à 76,6 millions, ou 0,99 \$ par action. Cette hausse est surtout attribuable à l'amélioration du résultat opérationnel ajusté,

partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat ajusté. Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est passé de 100,2 millions de dollars, ou 1,28 \$ par action, à 57,7 millions, ou 0,75 \$ par action. Cette baisse provient principalement de l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis et du renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation enregistrés au quatrième trimestre de 2015.

Résultats de l'exercice financier 2016

En 2016, les revenus de TC Transcontinental ont progressé de 0,9 %, passant de 2 002,2 millions à 2 019,5 millions de dollars. La contribution des acquisitions dans la division de l'emballage et l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien ont plus que compensé la perte de revenus associée aux cessions et fermetures dans le secteur des médias et la baisse de revenus des activités existantes. Au chapitre de la division de l'impression, mise à part la perte d'un client américain en 2015, le volume d'impression de circulaires est demeuré stable, démontrant ainsi que ce véhicule marketing est considéré essentiel par les détaillants pour générer de l'achalandage en magasin. Les nouveaux contrats déjà annoncés, notamment celui du *Toronto Star*, qui a débuté en juillet 2016, et celui visant l'impression des formulaires de recensement du Canada, lequel a pris fin au deuxième trimestre de 2016, ont partiellement compensé l'effet négatif de la baisse des dépenses publicitaires dans plusieurs segments. Pour la division de l'emballage, le recul est attribuable à un ajustement de la demande provenant du principal client de Transcontinental Capri et à la perte d'un client en raison de sa vente. Pour le secteur des médias, la réduction des revenus publicitaires a continué d'avoir un effet négatif sur les résultats des journaux locaux.

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 276,7 millions à 283,4 millions de dollars, soit une hausse de 2,4 %. Les acquisitions et l'effet favorable du taux de change ont plus que compensé la baisse du résultat opérationnel ajusté des activités existantes. Le recul de la croissance interne est attribuable à la baisse de revenus ci-dessus mentionnée et aux investissements visant à augmenter la capacité et à soutenir la stratégie de croissance de la division de l'emballage. Les initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression et dans le secteur des médias, ainsi que la diminution de 8,0 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2016 par rapport à l'année précédente, ont partiellement compensé la baisse dans les activités existantes.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté a augmenté de 5,1 %, passant de 186,7 millions de dollars, ou 2,39 \$ par action, à 196,3 millions, ou 2,53 \$ par action. Cette amélioration est surtout attribuable à la hausse du résultat opérationnel ajusté et, dans une moindre mesure, à une baisse des frais financiers net du renversement suivant la réception d'avis de cotisation. Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est passé de 262,6 millions de dollars, ou 3,36 \$ par action, à 146,3 millions, ou 1,89 \$ par action. Cette baisse est principalement attribuable à plusieurs ajustements favorables enregistrés au quatrième trimestre de 2015, notamment un montant de 51,7 millions de dollars lié à la revalorisation des actifs d'impôt aux États-Unis. De plus, le gain lié à la vente des activités d'édition de magazines consommateurs et le renversement des frais financiers suivant un avis de cotisation ont également contribué à la diminution par rapport à l'année précédente. Finalement, la hausse de la dépréciation d'actifs et l'augmentation des frais de restructuration et autres coûts (revenus) expliquent également cette baisse.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2016* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Perspectives 2017

Au sein de la division de l'impression, nous prévoyons une stabilité des revenus provenant de notre offre aux détaillants qui inclut des services d'impression de circulaires, de distribution de porte en porte et de prémédia. De plus, nous continuerons à faire évoluer l'offre d'impression de produits de marketing sur le lieu de vente. Le contrat visant l'impression du *Toronto Star* aura aussi un effet positif au cours du premier semestre et nous poursuivrons également nos initiatives visant l'obtention de nouveaux contrats dans ce domaine. Cependant, ces éléments positifs devraient être contrebalancés par une baisse de volume de certains éditeurs de journaux en raison de la réduction du

tirage. De plus, nos activités d'impression de magazines et de produits commerciaux seront touchées par la baisse de la publicité imprimée au cours de l'année financière 2017. Finalement, le contrat non récurrent d'impression de formulaires de recensement du Canada, complété depuis le deuxième trimestre de 2016, aura également un effet défavorable au début de 2017. Quant au résultat opérationnel ajusté, nous poursuivons nos initiatives d'efficacité opérationnelle et de réduction de coûts afin de contrebalancer en grande partie la baisse de volume prévue au sein de cette division.

En ce qui a trait à notre division de l'emballage, les acquisitions de Robbie Manufacturing et de Flexstar Packaging auront un effet positif en 2017. Nous maintiendrons notre approche disciplinée d'acquisitions dans ce marché prometteur afin d'investir dans des actifs de qualité qui répondent à nos critères stratégiques. De plus, notre capacité manufacturière, jumelée avec notre force de vente nord-américaine, devraient permettre de générer une croissance interne soutenue. Nous poursuivons aussi l'intégration des acquisitions, ce qui devrait permettre de dégager des synergies additionnelles.

Pour le secteur des médias, l'effet de la transformation du marché publicitaire devrait continuer de toucher nos activités d'édition de journaux, partiellement contrebalancé par nos initiatives de réduction de coûts. De plus, nous continuerons d'accélérer la transformation de nos activités existantes vers le numérique tout en nous concentrant sur nos compétences clés dans ce marché.

Nos importants flux de trésorerie et notre excellente santé financière devraient nous permettre de continuer d'investir afin de poursuivre notre croissance au cours de l'exercice 2017.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent communiqué de presse ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos le 31 octobre		Exercices clos le 31 octobre	
	2016	2015	2016	2015
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	57,7 \$	100,2 \$	146,3 \$	262,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	(0,1)	—	(0,4)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	3,6	—	(25,6)
Impôts sur le résultat	19,8	(34,2)	51,1	15,6
Quote-part du résultat net des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,1)	—	(0,5)	(0,3)
Frais financiers nets	3,9	(7,6)	15,9	6,2
Dépréciation d'actifs	23,2	25,6	53,6	27,2
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	2,9	0,3	17,0	(8,6)
Résultat opérationnel ajusté	107,4 \$	87,8 \$	283,4 \$	276,7 \$
Amortissement	26,5	26,5	106,7	102,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	133,9 \$	114,3 \$	390,1 \$	378,7 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	57,7 \$	100,2 \$	146,3 \$	262,6 \$
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé	—	(51,7)	—	(51,7)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	—	(11,9)	—	(11,9)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	3,6	—	(25,6)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	17,2	20,8	39,6	22,0
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	1,7	(0,4)	10,4	(8,7)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	76,6 \$	60,6 \$	196,3 \$	186,7 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	77,2	78,1	77,6	78,1
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action	0,99 \$	0,78 \$	2,53 \$	2,39 \$
			Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Dette à long terme			347,9 \$	347,7 \$
Portion courante de la dette à long terme			0,2	36,4
Trésorerie			(16,7)	(38,6)
Endettement net			331,4 \$	345,5 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			390,1 \$	378,7 \$
Ratio d'endettement net			0,8 x	0,9 x

Dividende

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,185 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 19 janvier 2017 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 4 janvier 2017.

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'exercice financier 2016, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont le 1 647 788-4922 ou 1 877 223-4471. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

Premier imprimeur au Canada œuvrant dans les domaines de l'impression, de l'emballage souple, de l'édition et des médias numériques, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. La Société s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte près de 8000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2016. Site www.tc.tc

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, notamment au Canada et aux États-Unis, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer les acquisitions à ses activités, l'environnement réglementaire, la sécurité de ses produits d'emballage utilisés dans l'industrie alimentaire, l'innovation dans son offre et la concentration de ses ventes dans certains segments. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2016* ainsi que dans la dernière *Notice annuelle*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 6 décembre 2016.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 6 décembre 2016. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale aux communications
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Shirley Chenny
Conseillère aux relations avec les investisseurs
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-4166
shirley.chenny@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016

L'objectif de ce rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc. Il s'agit plus précisément d'aider le lecteur à mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes quant à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de ses notes afférentes.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens. Dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une description complète est présentée dans le tableau #6, « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ». Le présent rapport devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. De l'information additionnelle relative à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment, des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être affectée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 ainsi que dans la notice annuelle. Nous avertissons nos lecteurs que le tableau de la page suivante des énoncés prospectifs n'est pas exhaustif et les investisseurs qui s'y fient pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental inc. devraient tenir en compte les hypothèses et facteurs de risques associés.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 6 décembre 2016.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 6 décembre 2016. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

SOMMAIRE DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Énoncés prospectifs	Hypothèses	Facteurs de risque
La capacité de générer des flux de trésorerie excédentaires	<ul style="list-style-type: none"> - Une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés continuera de toucher nos deux secteurs. - La Société sera en mesure de continuer à réduire ses coûts. - Le maintien du niveau de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités. - Un taux de croissance modéré de l'économie nord-américaine. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte. - Notre capacité à continuellement améliorer notre efficacité opérationnelle. - Une hausse importante du prix de nos matières premières qui pourrait causer une baisse du volume. - La renégociation d'ententes commerciales d'impression avec certains de nos principaux clients pourrait engendrer une baisse du résultat opérationnel malgré des ententes à long terme.
L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté estimée à la suite des acquisitions au sein de la division de l'emballage	<ul style="list-style-type: none"> - La rétention d'employés clés et notre capacité de développer de nouvelles occasions d'affaires nous permettront d'assurer la croissance de nos investissements. - Nos compétences manufacturières contribueront à l'efficacité des opérations. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation anticipée des ventes et du résultat opérationnel avant amortissement ajusté pourrait prendre plus de temps que prévu à se réaliser.
Une croissance interne du résultat opérationnel ajusté de la division de l'emballage au cours de l'année 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement de plusieurs occasions d'affaires permettra de générer une croissance interne soutenue. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une réduction du volume auprès de nos clients actuels. - La perte d'un client important. - Une incapacité de générer une croissance soutenue à court terme en raison du long cycle de vente.
Une décroissance du résultat opérationnel ajusté du secteur des médias en 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés continuera de toucher ce secteur. - Les initiatives de réduction de coûts contribueront au résultat opérationnel ajusté. 	<ul style="list-style-type: none"> - La décroissance du marché publicitaire pourrait s'accroître. - L'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte.
Une croissance interne négative du résultat opérationnel ajusté de la division de l'impression en 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés continuera de toucher cette division. - Aucune perte significative de volume d'un client important. - Une stabilité de la demande au sein des détaillants. - Les initiatives de réduction de coûts ne pourront pas complètement compenser la réduction de revenus prévus. 	<ul style="list-style-type: none"> - La vitesse de la décroissance du marché pourrait s'accroître.

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT DE GESTION

Afin de faciliter la lecture de ce rapport de gestion, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

Termes utilisés	Définitions
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	Résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, avant frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts sur le résultat y afférents, la dépréciation d'actifs (après impôts), l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé, le renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation, et le résultat net lié aux activités abandonnées
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel avant frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement ainsi que les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs
Impôts sur le résultat ajusté	Impôts sur le résultat avant les impôts portant sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus), les impôts sur la dépréciation d'actifs et l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur au Canada œuvrant dans les domaines de l'impression, de l'emballage souple, de l'édition et des médias numériques, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. La Société s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte près de 8000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2016. Site www.tc.tc

Le secteur de l'impression et de l'emballage

Premier imprimeur au Canada et troisième en Amérique du Nord, TC Imprimeries Transcontinental compte plus de 4 500 employés et dispose d'un réseau de 18 usines à la fine pointe de la technologie. La division offre une gamme de services de prémédia ainsi que des solutions d'impression novatrices en matière de circulaires de vente au détail, de journaux, de magazines, de livres en couleurs, de matériel promotionnel sur le lieu de vente et de produits marketing personnalisés et de masse. Elle effectue également la distribution de circulaires et de journaux par l'entremise de *Publisac* au Québec, et de son équivalent dans les provinces de l'Atlantique, ainsi que par Targeo, un service pancanadien de courtage en distribution.

TC Emballages Transcontinental, qui compte près de 900 employés aux États-Unis et au Canada, se classe parmi les 25 premiers fournisseurs d'emballages souples en Amérique du Nord. Sa plateforme comprend six usines de production qui se spécialisent, entre autres, dans l'impression flexographique et le laminage de films plastiques, ainsi que dans la fabrication de sacs et de sachets. La division offre une gamme de solutions innovantes pour des industries variées, notamment pour les marchés des produits laitiers, du café, des collations, de la confiserie, des aliments frais et congelés, des cigares et de la nourriture pour animaux.

Le secteur des médias

TC Media est un chef de file de l'industrie des médias au Canada employant près de 2 000 personnes. TC Media est le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux multiplateformes au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Le secteur exploite aussi des marques phares pour le milieu des affaires et le secteur des services financiers, incluant un volet événementiel d'envergure. TC Media se positionne également comme le plus important éditeur d'ouvrages pédagogiques de langue française au Canada.

PRÉAMBULE

La Société a revu sa structure organisationnelle dans le but de regrouper son offre de services aux détaillants au sein de la division de l'impression. Ainsi, les services de distribution de porte en porte et de prémédia ont été transférés sous la responsabilité du secteur de l'impression et de l'emballage. Par conséquent, les données comparatives de nos secteurs opérationnels ont été retraitées pour refléter ces changements.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2016

- Les revenus ont augmenté de 17,3 millions de dollars, soit 0,9 %, passant de 2 002,2 millions en 2015 à 2 019,5 millions en 2016.
- Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 6,7 millions de dollars, soit 2,4 %, passant de 276,7 millions en 2015 à 283,4 millions en 2016.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté a augmenté de 9,6 millions de dollars, soit 5,1 %, passant de 186,7 millions en 2015 à 196,3 millions en 2016.
- Le 7 décembre 2015, la Société a conclu une entente de principe avec The Globe and Mail Inc. modifiant les modalités prévues au contrat d'impression du journal *The Globe and Mail* dans certains marchés. La Société a reçu un paiement de 31,0 millions de dollars pour compenser les réductions de prix sur les services futurs.
- Le 15 janvier 2016, la Société a annoncé la signature d'une entente de cinq ans pour imprimer le *Toronto Star* qui est entrée en vigueur en juillet 2016.
- Le 9 mars 2016, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende par action de 8,8 %, le portant à 0,74 \$ par année.
- Le 30 juin 2016, la Société a annoncé l'acquisition de Robbie Manufacturing, un fournisseur d'emballages souples situé à Lenexa, au Kansas.
- Le 17 octobre 2016, la Société a annoncé l'acquisition de Flexstar Packaging, un fournisseur d'emballages souples situé à Richmond, en Colombie-Britannique. Cette première acquisition au Canada permet la création d'une plateforme sur la côte ouest et amène une expertise en extrusion gonflage.
- Le 6 décembre 2016, la Société a annoncé la modification de son programme de rachat d'actions dans les cours normal de ses activités afin d'augmenter le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne catégorie A qu'il est permis de racheter, soit de 1 000 000 à 2 000 000 d'actions. Dans le cadre de son programme de rachat actuel, en date du 30 novembre 2016, la Société a racheté 701 590 actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,42 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 12,2 millions de dollars.

STRATÉGIE

La stratégie de croissance de TC Transcontinental repose sur quatre principes fondamentaux :

1. Être le chef de file dans les marchés desservis;
2. Établir un avantage concurrentiel;
3. Fidéliser les clients;
4. Maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions et de gestion financière.

Au fil des ans, la Société a ainsi développé de solides compétences dans le domaine manufacturier ainsi que dans le domaine de la création, de l'organisation et de la distribution de contenus imprimés et numériques. Sur ces bases, elle tisse chaque jour des relations d'affaires durables, et ce, plus particulièrement avec les grands détaillants canadiens qui représentent près de la moitié du chiffre d'affaires de l'entreprise.

Dynamique du marché

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a eu des effets profonds sur l'industrie de l'impression et de l'édition dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent une composante clé du mix marketing choisie par les spécialistes du marketing, mais leur croissance est limitée en raison de l'importance grandissante des nouveaux médias et des nouvelles plateformes de communication comme les appareils mobiles et canaux numériques. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies efficaces afin d'abaisser leurs coûts de production, qui offrent un réseau national à proximité de leurs clients, et qui peuvent leur proposer une gamme complète de solutions intégrées.

Axes de croissance

Depuis toujours, TC Transcontinental vise la croissance en créant des produits et services innovants et en ayant recours à des acquisitions stratégiques. Être à l'écoute des besoins de ses clients et les accompagner dans leur développement sont les principaux facteurs de sa réussite. La Société entend ainsi poursuivre dans cette voie par l'entremise d'un plan de développement qui vise à maintenir et à renforcer sa position de chef de file dans ses activités d'exploitation reconnues, et à ériger un axe de croissance fort dans l'industrie de l'emballage misant sur ses compétences, notamment son savoir-faire manufacturier.

Le plan de la Société se décline en trois objectifs :

Maximiser l'impression

TC Transcontinental met à profit sa division de l'impression en maximisant l'utilisation de sa plateforme manufacturière à la fine pointe de la technologie afin de générer de l'efficacité pour la Société et ses clients, en exploitant des créneaux spécifiques, comme l'impression de circulaires pour les détaillants.

Faire croître la division de l'emballage

TC Transcontinental veille à diversifier son offre traditionnelle d'impression en se taillant une place significative dans l'emballage souple. Ainsi, elle entend augmenter ses parts de marché, tant par des acquisitions que de la croissance interne, principalement au sein de l'industrie de l'alimentation.

Renforcer l'offre média et bâtir le numérique

La Société poursuit l'établissement de l'offre numérique dans son secteur des médias, tout en concentrant ses efforts vers le marché publicitaire local, l'information professionnelle et d'affaires et les contenus éducationnels. Le secteur vise de plus à attirer un nombre croissant de publics au profit de ses clients et d'annonceurs désireux de promouvoir de manière ciblée leurs produits et services.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #1 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2015	1 679,1 \$	376,6 \$	(53,5) \$	2 002,2 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	116,3	(17,0)	—	99,3
Activités existantes				
Taux de change	22,0	0,1	—	22,1
Croissance interne (négative)	(62,8)	(47,4)	6,1	(104,1)
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2016	1 754,6 \$	312,3 \$	(47,4) \$	2 019,5 \$
Résultat opérationnel ajusté - Exercice clos le 31 octobre 2015	298,0 \$	15,7 \$	(37,0) \$	276,7 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	10,8	(2,8)	—	8,0
Activités existantes				
Taux de change	10,8	(0,1)	—	10,7
Croissance interne (négative)	(16,1)	(7,7)	11,8	(12,0)
Résultat opérationnel ajusté - Exercice clos le 31 octobre 2016	303,5 \$	5,1 \$	(25,2) \$	283,4 \$

La Société a revu sa structure organisationnelle. Par conséquent, certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de refléter ces changements. Voir préambule pour des informations supplémentaires.

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 75,5 millions de dollars, soit 4,5 %, passant de 1 679,1 millions au cours de l'exercice 2015 à 1 754,6 millions pour la même période de 2016. Les récentes acquisitions effectuées dans la division de l'emballage et l'effet favorable du taux de change ont plus que contrebalancé le recul au niveau de la croissance interne qui est surtout attribuable à la division de l'impression. La réduction des dépenses publicitaires a continué de toucher nos activités d'impression commerciale, partiellement contrebalancée par l'effet positif du contrat pour l'impression de formulaires de recensement du Canada, lequel a pris fin au deuxième trimestre de 2016. Le marché publicitaire a aussi eu un effet défavorable sur le volume d'impression de magazines et de journaux, partiellement contrebalancé par l'effet positif du nouveau contrat avec le *Toronto Star* qui a débuté en juillet 2016. En ce qui concerne l'offre de circulaires, la perte d'un client américain en 2015 a eu un effet défavorable surtout au premier semestre de 2016; cependant la demande des autres détaillants est demeurée relativement stable. Au sein de notre division de l'emballage, les revenus de Transcontinental Capri sont à la baisse en raison d'un ajustement de la demande provenant de notre client principal et de l'effet de la perte d'un client en raison de sa vente.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 1,8 %, soit de 5,5 millions de dollars, passant de 298,0 millions au cours de l'exercice 2015 à 303,5 millions pour la même période de 2016. L'effet positif des acquisitions dans la division de l'emballage et du taux de change a plus que contrebalancé la diminution de la croissance interne. Ce recul de la croissance interne est majoritairement attribuable à la baisse de volume mentionnée ci-dessus et aux investissements afin d'élargir notre capacité et de soutenir notre stratégie de croissance dans la division de l'emballage. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur a diminué, passant de 17,7 % au cours de l'exercice 2015 à 17,3 % pour la même période de 2016.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 64,3 millions de dollars, soit de 17,1 %, passant de 376,6 millions au cours de l'exercice 2015 à 312,3 millions pour la même période de 2016. Au chapitre de la croissance interne négative, la réduction des revenus publicitaires a continué d'avoir un effet sur les activités d'édition, principalement au sein des journaux locaux. De plus, la réduction des revenus provenant de notre réseau de publicité numérique a aussi contribué à la baisse de la croissance interne en raison de l'abandon de certaines activités de ce créneau. En ce qui concerne notre offre de livres éducationnels, les revenus sont demeurés stables par rapport à l'année précédente. Finalement, des cessions

et fermetures de journaux locaux et de produits au sein du groupe des solutions de marketing interactif expliquent un recul de 17,0 millions de dollars des revenus du secteur.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 10,6 millions de dollars, soit 67,5 %, passant de 15,7 millions au cours de l'exercice 2015 à 5,1 millions pour la même période de 2016 et la marge du résultat opérationnel ajusté est passée de 4,2 % au cours de l'exercice 2015 à 1,6 % en 2016. Cette baisse s'explique principalement par la décroissance de nos revenus mentionnée auparavant, partiellement contrebalancée par des initiatives de réduction de coûts au sein des journaux locaux et du groupe des solutions de marketing interactif. De plus, les cessions et fermetures mentionnées précédemment expliquent également le recul du résultat opérationnel ajusté. En ce qui concerne l'offre de livres éducationnels, le résultat opérationnel ajusté est demeuré stable par rapport à l'année précédente.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -53,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2015 à -47,4 millions pour la même période de 2016. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré de 11,8 millions de dollars, passant de -37,0 millions au cours de l'exercice 2015 à -25,2 millions en 2016. Cette amélioration est principalement attribuable à une variation favorable de 8,0 millions de dollars en lien avec la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2016 par rapport à l'année précédente et, dans une moindre mesure, en raison des initiatives de réduction de coûts au siège social.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - CUMULATIF

(non audités)

Tableau #2 :

(en millions de dollars)	2016	2015	Écart fav / (défav)
Résultat opérationnel ajusté	283,4 \$	276,7 \$	6,7 \$
Frais financiers nets	15,9	6,2	(9,7)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	—	11,9	11,9
Impôts sur le résultat ajusté	71,7	72,6	0,9
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,5)	(0,3)	0,2
Participations ne donnant pas le contrôle	—	(0,4)	(0,4)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	196,3 \$	186,7 \$	9,6 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	10,4	(8,7)	(19,1)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	39,6	22,0	(17,6)
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé	—	(51,7)	(51,7)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	—	(11,9)	(11,9)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	(25,6)	(25,6)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	146,3 \$	262,6 \$	(116,3) \$

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 9,7 millions de dollars, passant de 6,2 millions au cours de l'exercice 2015 à 15,9 millions lors de la même période en 2016. Cette variation défavorable s'explique principalement par le renversement de 11,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 relativement à des intérêts comptabilisés suivant la réception d'avis de cotisation provenant des autorités fiscales provinciales. En excluant ce montant, les frais financiers ont diminué de 2,2 millions de dollars, surtout en raison des flux de trésorerie opérationnels excédentaires qui ont permis de réduire l'endettement net tout en poursuivant la transformation de l'entreprise par l'entremise d'acquisitions.

Impôts sur le résultat ajusté

Les impôts sur le résultat ajusté sont passés de 72,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2015, soit un taux d'imposition de 28,1 %, à 71,7 millions, ou 26,8 %, au cours de l'exercice 2016. Cette baisse du taux est attribuable à la répartition géographique du résultat avant impôts et au rapprochement de la provision comptable estimée et de la dépense fiscale.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté a augmenté de 9,6 millions de dollars, ou 5,1 %, passant de 186,7 millions au cours de l'exercice 2015 à 196,3 millions pour la même période de 2016. Cette amélioration est surtout attribuable à la hausse du résultat opérationnel ajusté et, dans une moindre mesure, à une baisse des frais financiers net du renversement suivant la réception d'avis de cotisation. Par action, il est passé de 2,39 \$ à 2,53 \$.

Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents, ont augmenté de 19,1 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Cette variation est principalement expliquée par des éléments favorables en 2015, dont le renversement de la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs et un gain sur la vente d'un immeuble. De plus, les charges de réduction d'effectifs ont augmenté en raison d'initiatives entreprises au sein de l'ensemble des opérations de la Société.

Dépréciation d'actifs (après impôts)

Une charge de dépréciation d'actifs de 53,6 millions de dollars a été enregistrée en 2016 (39,6 millions après impôts) par rapport à un montant de 27,2 millions (22,0 millions après impôts) en 2015, soit une variation de 26,4 millions (17,6 millions après impôts) par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est surtout expliquée par une hausse de la charge de dépréciation des immobilisations incorporelles au sein des journaux locaux qui s'explique principalement par une réduction accrue des revenus publicitaires. Cette charge de dépréciation n'a pas d'incidence sur la trésorerie ou sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2015, le résultat net lié aux activités abandonnées avait été de 25,6 millions de dollars majoritairement attribuable à un gain lié à la vente des activités d'édition de magazines consommateurs en avril 2015.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est passé de 262,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2015 à 146,3 millions en 2016. Cette baisse est principalement attribuable à plusieurs ajustements favorables qui avaient été enregistrés lors du quatrième trimestre de 2015 dont la revalorisation des actifs d'impôt aux États-Unis de 51,7 millions de dollars. De plus, l'effet du gain lié à la vente des activités d'édition de magazines consommateurs et du renversement des frais financiers suivant un avis de cotisation ont également contribué à la diminution par rapport à l'année précédente. Finalement, la hausse de la dépréciation d'actifs et des frais de restructuration et autres coûts (revenus) expliquent également cette baisse. Par action, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a diminué, passant de 3,36 \$ à 1,89 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2015	452,3 \$	100,2 \$	(12,4) \$	540,1 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	36,3	(9,1)	—	27,2
Activités existantes				
Taux de change	2,8	—	—	2,8
Croissance interne (négative)	(6,8)	(9,0)	1,3	(14,5)
Revenus - Quatrième trimestre de 2016	484,6 \$	82,1 \$	(11,1) \$	555,6 \$
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2015	90,7 \$	11,9 \$	(14,8) \$	87,8 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	3,5	(1,9)	—	1,6
Activités existantes				
Taux de change	5,9	—	—	5,9
Croissance interne	2,6	0,5	9,0	12,1
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2016	102,7 \$	10,5 \$	(5,8) \$	107,4 \$

La Société a revu sa structure organisationnelle. Par conséquent, certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de refléter ces changements. Voir préambule pour des informations supplémentaires.

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 32,3 millions de dollars, soit 7,1 %, passant de 452,3 millions au quatrième trimestre de 2015 à 484,6 millions au quatrième trimestre de 2016. Les revenus associés à nos récentes acquisitions combinés à l'effet favorable du taux de change ont permis de contrebalancer la décroissance interne qui est reliée à la division de l'impression. Une réduction des dépenses publicitaires a continué de toucher les activités d'impression commerciale, combinée à la fin de l'entente visant l'impression de formulaires de recensement du Canada qui avait eu un effet important au quatrième trimestre de 2015. En ce qui concerne l'offre d'impression de journaux et de magazines, le nouveau contrat d'impression du *Toronto Star* a permis de partiellement contrebalancer la réduction du tirage et du nombre de pages qui a eu un effet sur la demande de plusieurs clients. Les détaillants canadiens ont maintenu le volume d'impression de circulaires en plus d'utiliser des catalogues saisonniers afin d'attirer leur clientèle. De plus, les opérations de distribution de porte en porte sont demeurées stables tandis que les activités de prémédia ont connu une faible hausse. Au sein de la division de l'emballage, les activités existantes ont été légèrement à la hausse par rapport au quatrième trimestre de 2015.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 13,2 %, soit de 12,0 millions de dollars, passant de 90,7 millions au quatrième trimestre de 2015 à 102,7 millions au quatrième trimestre de 2016. Les récentes acquisitions, l'effet du taux de change ainsi que la hausse de la croissance interne ont tous contribué à l'augmentation par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne la croissance interne, une légère hausse du résultat opérationnel de la division de l'impression s'explique par la poursuite de nos initiatives de réduction de coûts. Ces éléments ont permis de contrebalancer la baisse des revenus mentionnée ci-dessus. Finalement, la croissance interne au sein de la division de l'emballage est demeurée stable. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur a augmenté, passant de 20,1 % au quatrième trimestre de 2015 à 21,2 % au quatrième trimestre de 2016.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 18,1 millions de dollars, soit de 18,1 %, passant de 100,2 millions au quatrième trimestre de 2015 à 82,1 millions au quatrième trimestre de 2016. Au chapitre des activités existantes, la réduction des revenus publicitaires a continué d'avoir un effet sur les activités d'édition au sein des journaux locaux. De plus, l'abandon de certaines activités ont contribué à la réduction des ventes provenant de notre réseau de publicité numérique. Finalement, des cessions et fermetures de journaux locaux ainsi que de certains produits au sein de notre groupe de solutions de marketing interactif ont expliqué un recul de 9,1 millions de dollars des revenus du secteur.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 1,4 million de dollars, soit de 11,8 %, passant de 11,9 millions au quatrième trimestre de 2015 à 10,5 millions au quatrième trimestre de 2016 et la marge du résultat opérationnel ajusté est passée de 11,9 % au quatrième trimestre de 2015 à 12,8 % au quatrième trimestre de 2016. Au quatrième trimestre de 2016, les initiatives de réduction de coûts au sein des journaux locaux et du segment des solutions de marketing interactif ont permis de stabiliser l'effet défavorable en lien avec la baisse des revenus mentionnée précédemment. Cependant, la vente de certains produits numériques, qui étaient profitables au quatrième trimestre de 2015, explique la baisse du résultat opérationnel ajusté.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -12,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2015 à -11,1 millions au quatrième trimestre de 2016. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 9,0 millions de dollars, passant de -14,8 millions au quatrième trimestre de 2015 à -5,8 millions au quatrième trimestre de 2016. Cette amélioration est principalement attribuable à une diminution de 7,4 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2016 par rapport à la même période en 2015, et à des initiatives de réduction de coûts au siège social.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	2016	2015	Écart fav / (défav)
Résultat opérationnel ajusté	107,4 \$	87,8 \$	19,6 \$
Frais financiers nets	3,9	(7,6)	(11,5)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	—	11,9	11,9
Impôts sur le résultat ajusté	27,0	23,0	(4,0)
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,1)	—	0,1
Participations ne donnant pas le contrôle	—	(0,1)	(0,1)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	76,6 \$	60,6 \$	16,0 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	1,7	(0,4)	(2,1)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	17,2	20,8	3,6
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé	—	(51,7)	(51,7)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	—	(11,9)	(11,9)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	3,6	3,6
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	57,7 \$	100,2 \$	(42,5) \$

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 11,5 millions de dollars, passant d'un gain de 7,6 millions au quatrième trimestre de 2015 à une dépense de 3,9 millions au quatrième trimestre de 2016. Cette variation s'explique principalement par le renversement de 11,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 relativement à des intérêts comptabilisés suivant la réception d'avis de cotisation provenant des autorités fiscales provinciales. À l'exception de ce renversement, nos frais financiers nets sont demeurés stables.

Impôts sur le résultat ajusté

Les impôts sur le résultat ajusté sont passés de 23,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, soit un taux d'imposition de 27,5 %, à 27,0 millions, ou 26,2 %, au quatrième trimestre de 2016. Cette baisse du taux est attribuable à la répartition géographique du résultat avant impôts et au rapprochement de la provision comptable estimée et de la dépense fiscale.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté a augmenté de 16,0 millions de dollars, ou 26,4 %, passant de 60,6 millions au quatrième trimestre de 2015 à 76,6 millions au quatrième trimestre de 2016. Cette hausse est surtout attribuable à l'amélioration du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une augmentation des impôts sur le résultat ajusté. Par action, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté est passé de 0,78 \$ à 0,99 \$.

Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents, ont augmenté de 2,1 millions de dollars par rapport à l'année précédente, surtout en raison d'une hausse des charges de réduction d'effectifs.

Dépréciation d'actifs (après impôts)

Une charge de dépréciation d'actifs de 23,2 millions de dollars a été enregistrée au quatrième trimestre de 2016 (17,2 millions après impôts) par rapport à un montant de 25,6 millions (20,8 millions après impôts) au quatrième trimestre de 2015, soit une diminution de 2,4 millions (3,6 millions après impôts) par rapport à l'année précédente. La charge de radiation d'immobilisations incorporelles au sein du groupe des journaux locaux a été plus élevée au quatrième trimestre de 2016. Cependant, cette hausse de la charge a été contrebalancée par l'effet positif expliqué par une charge de radiation du goodwill au quatrième trimestre de 2015 dans le groupe des solutions numériques du secteur des médias. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur la trésorerie ou sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Activités abandonnées

Au quatrième trimestre de 2015, le résultat net lié aux activités abandonnées avait été de -3,6 millions de dollars principalement en raison d'un ajustement au calcul préliminaire du gain lié à la vente des magazines consommateurs.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est passé de 100,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 à 57,7 millions au quatrième trimestre de 2016. Cette baisse s'explique principalement par l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis et le renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation qui ont été enregistrés au quatrième trimestre de 2015. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par une hausse du résultat opérationnel ajusté. Par action, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a diminué, passant de 1,28 \$ à 0,75 \$.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2016				2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	555,6 \$	467,8 \$	497,2 \$	498,9 \$	540,1 \$	481,9 \$	490,5 \$	489,7 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	133,9	89,2	83,1	83,9	114,3	96,4	87,2	80,8
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté	24,1 %	19,1 %	16,7 %	16,8 %	21,2 %	20,0 %	17,8 %	16,5 %
Résultat opérationnel ajusté	107,4	62,7	56,2	57,1	87,8	71,6	61,6	55,7
Marge du résultat opérationnel ajusté	19,3 %	13,4 %	11,3 %	11,4 %	16,3 %	14,9 %	12,6 %	11,4 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	57,7 \$	45,9 \$	5,4 \$	37,3 \$	100,2 \$	43,3 \$	81,2 \$	37,9 \$
Par action	0,75	0,59	0,07	0,48	1,28	0,55	1,04	0,49
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	76,6	44,1	34,2	41,4	60,6	48,8	39,1	38,2
Par action	0,99	0,57	0,44	0,53	0,78	0,62	0,50	0,49
En % de l'exercice	39 %	23 %	17 %	21 %	33 %	26 %	21 %	20 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de nos résultats au cours des huit derniers trimestres et démontre une certaine stabilité des revenus. Les acquisitions dans la division de l'emballage ainsi que l'effet favorable du taux de change et de nouveaux contrats ont permis de contrebalancer la décroissance au chapitre des activités existantes liée à la transformation des industries de l'impression et de l'édition. En ce qui concerne le résultat opérationnel ajusté, des initiatives d'efficacité opérationnelle au sein de nos deux secteurs ainsi que l'effet des acquisitions dans la division de l'emballage et du taux de change ont permis de contrebalancer en grande partie la baisse de la croissance interne. Finalement, il est à noter que le volume d'activités est cyclique puisqu'il est majoritairement influencé par les dépenses marketing des clients qui sont plus élevées au quatrième trimestre.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs de notre rapport de gestion analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Tableau #6 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos le 31 octobre		Exercices clos le 31 octobre	
	2016	2015	2016	2015
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	57,7 \$	100,2 \$	146,3 \$	262,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	(0,1)	—	(0,4)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	3,6	—	(25,6)
Impôts sur le résultat	19,8	(34,2)	51,1	15,6
Quote-part du résultat net des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,1)	—	(0,5)	(0,3)
Frais financiers nets	3,9	(7,6)	15,9	6,2
Dépréciation d'actifs	23,2	25,6	53,6	27,2
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	2,9	0,3	17,0	(8,6)
Résultat opérationnel ajusté	107,4 \$	87,8 \$	283,4 \$	276,7 \$
Amortissement	26,5	26,5	106,7	102,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	133,9 \$	114,3 \$	390,1 \$	378,7 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	57,7 \$	100,2 \$	146,3 \$	262,6 \$
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé	—	(51,7)	—	(51,7)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	—	(11,9)	—	(11,9)
Résultat net lié aux activités abandonnées	—	3,6	—	(25,6)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	17,2	20,8	39,6	22,0
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	1,7	(0,4)	10,4	(8,7)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	76,6 \$	60,6 \$	196,3 \$	186,7 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	77,2	78,1	77,6	78,1
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action	0,99 \$	0,78 \$	2,53 \$	2,39 \$

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Dette à long terme	347,9 \$	347,7 \$
Portion courante de la dette à long terme	0,2	36,4
Trésorerie	(16,7)	(38,6)
Endettement net	331,4 \$	345,5 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	390,1 \$	378,7 \$
Ratio d'endettement net	0,8 x	0,9 x

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

(non auditées)

Tableau #7 :

(en millions de dollars)	2016	2015
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments		
hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	396,0 \$	378,8 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(48,3)	(27,3)
Impôts sur le résultat payés	(74,4)	(62,9)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies	273,3 \$	288,6 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises	(86,3) \$	(100,4) \$
Cessions d'entreprises	4,2	2,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(58,5)	(64,4)
Cessions d'immobilisations corporelles	7,1	21,6
Augmentation des immobilisations incorporelles	(18,2)	(22,5)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies	(151,7) \$	(163,5) \$
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(34,4) \$	(77,2) \$
Diminution nette de la facilité de crédit	(24,0)	(31,1)
Frais financiers de la dette à long terme	(16,2)	(19,3)
Intérêts reçus liés à des cotisations fiscales antérieures	7,9	—
Levée d'options d'achat d'actions	0,4	2,1
Dividendes	(56,2)	(52,3)
Rachat d'actions	(21,5)	(0,7)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies	(144,0) \$	(178,5) \$
Situation financière		
	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Endettement net	331,4 \$	345,5 \$
Ratio d'endettement net	0,8 x	0,9 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB (faible)	BBB (faible)
Perspectives	Stables	Stables
Standard and Poor's	BBB-	BBB-
Perspectives	Stables	Stables
États consolidés de la situation financière		
	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Actif courant	559,9 \$	579,3 \$
Passif courant	395,3	458,4
Actif total	2 062,2	2 098,0
Passif total	993,5	1 081,7

Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies ont diminué, passant de 288,6 millions en 2015 à 273,3 millions lors de l'exercice 2016. Cette baisse s'explique surtout par le décalage de nos créiteurs auprès de certains fournisseurs et par la hausse des impôts sur le résultat payés, partiellement contrebalancée par l'encaissement de 31,0 millions de dollars en décembre 2015 à la suite de la renégociation de l'entente avec The Globe and Mail Inc.

Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies sont passés de déboursés de 163,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2015 à 151,7 millions en 2016. En 2015, la Société avait déboursé 100,4 millions de dollars surtout en lien avec l'acquisition de Ultra Flex Packaging par rapport à un déboursé de 86,3 millions en 2016, principalement en raison des acquisitions de Robbie Manufacturing et de Flexstar Packaging. Ces montants ont été partiellement contrebalancés par une baisse des encaissements en ce qui concerne les immobilisations corporelles surtout en raison de la vente d'un immeuble durant l'année financière 2015.

Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies sont passés d'un déboursé de 178,5 millions de dollars en 2015 à 144,0 millions en 2016. Cette variation s'explique principalement par une baisse des déboursés en ce qui concerne le remboursement de la dette à long terme. Au cours de l'année 2015, la Société avait remboursé 77,2 millions de dollars de dette, dont la deuxième tranche de nos billets de premier rang Série 2002 A de 50,0 millions de dollars américains. En 2016, la Société a remboursé 34,4 millions de dette, dont les billets de premier rang Série 2004 D et certaines dettes acquises lors de regroupements d'entreprises. De plus, la Société a déboursé 21,5 millions de dollars dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

Instruments d'emprunt

En date du 31 octobre 2016, notre ratio d'endettement net s'établissait à 0,8x (0,9x au 31 octobre 2015) et l'endettement net est passé de 345,5 millions de dollars au 31 octobre 2015 à 331,4 millions au 31 octobre 2016. Nos flux de trésorerie opérationnels excédentaires ont permis de financer nos acquisitions et notre programme de rachat d'actions sans devoir augmenter le niveau d'endettement de la Société.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau #8 :

Type de contrat (en millions de dollars)	2017	2018	2019	2020	2021 et suivantes	Total
Dette à long terme	0,2 \$	— \$	300,0 \$	50,0 \$	— \$	350,2 \$
Contrats de location de locaux	33,7	23,7	19,5	17,5	49,8	144,2
Créditeurs et charges à payer	326,4	—	—	—	—	326,4
Obligations totales	360,3 \$	23,7 \$	319,5 \$	67,5 \$	49,8 \$	820,8 \$

Capital social

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2015 et le 14 avril 2016, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 237 250 actions catégorie B. Ce programme a été renouvelé pour un an, à compter du 15 avril 2016, permettant ainsi le rachat sur le marché libre à hauteur de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et à hauteur de 226 344 de ses actions catégorie B.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions terminé le 14 avril 2016, la Société a racheté 543 500 actions en 2016 à un prix moyen pondéré de 17,23 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 9,3 millions de dollars. La Société a aussi racheté 698 927 actions dans le cadre du programme actuel à un prix moyen pondéré de 17,42 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 12,2 millions de dollars. La Société a donc racheté 1 242 427 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,33 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 21,5 millions de dollars lors de l'année financière 2016.

La variation des actions catégorie B au cours de l'exercice 2016 s'explique par la conversion de 732 390 de ces dernières en actions à droit de vote subalterne catégorie A.

Tableau #9 :

Actions émises et en circulation	Au 31 octobre 2016	Au 30 novembre 2016
Catégorie A (droit de vote subalterne)	62 886 445	62 888 082
Catégorie B (droit de vote multiple)	14 074 626	14 070 326

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La direction de la Société effectue des estimations et formule des hypothèses qui influencent les montants présentés dans les états financiers consolidés. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicable. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés à la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2016.

MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption des changements aux normes comptables énumérés ci-dessous. L'évaluation de l'effet sur nos états financiers consolidés de la nouvelle norme ou du changement de la norme est toujours en cours. Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour de plus amples informations.

- IFRS 9 « Instruments financiers »
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »
- Modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles »
- Modifications à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles »
- IFRS 16 « Contrats de location »
- Modifications à l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie »
- Modifications à l'IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions »

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités. Conséquemment, la direction revoit régulièrement l'ensemble des contrôles internes et des mesures préventives afin qu'ils répondent efficacement aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. Un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité d'audit.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergies entre ses segments d'activités ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les répercussions. La liste ci-dessous présente les risques et incertitudes que la Société considère importants, mais les lecteurs sont avertis que cette liste n'est pas exhaustive et que les risques ne sont pas classés par ordre d'importance.

Risques stratégiques

Transformation du marché publicitaire - L'effet du développement des produits numériques sur nos produits imprimés

Les annonceurs ont dorénavant à leur disposition une plus grande variété de produits où investir leurs budgets publicitaires. Une continuation de la diminution du lectorat et du tirage des produits imprimés au profit du numérique pourrait engendrer une réduction de nos résultats financiers au sein de nos deux secteurs. Cette baisse aurait un effet défavorable sur nos activités d'impression de journaux et magazines, malgré certains contrats qui contiennent des clauses restrictives en ce qui concerne le volume d'exemplaires. Cependant, nous travaillons à intégrer d'autres éditeurs de journaux à notre réseau d'impression afin de contrebalancer cette transformation. De plus, une baisse de la publicité traditionnelle a

aussi un effet significatif sur nos activités d'édition de journaux au sein du secteur des médias. Pour limiter ces effets, la Société met l'accent sur ses programmes d'amélioration continue et sur ses initiatives de réduction des coûts, ainsi que sur le développement de produits numériques.

Transformation de la circulaire - Un déclin des activités d'impression pourrait avoir un effet négatif sur le résultat net

Au cours des dernières années, certains détaillants canadiens ont expérimenté les circulaires interactives et d'autres campagnes numériques. L'effet de ces initiatives sur nos activités d'impression de circulaires est minime, la circulaire imprimée demeurant l'outil principal pour attirer la clientèle en magasin. Cependant, une modification significative du nombre de pages ou de la fréquence des circulaires imprimées par la Société pourrait avoir un effet défavorable sur nos revenus. Afin de mitiger ce risque, nous continuons à développer notre offre aux détaillants et nous demeurons à l'affût des tendances des consommateurs pour répondre à l'évolution de leurs besoins.

Concurrence étrangère - L'augmentation de la concurrence étrangère au sein du marché canadien

La concurrence porte sur le prix, la qualité des produits et services ainsi que l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société oeuvre sont fortement concurrentiels, sans compter que la présence de concurrents américains pourrait s'accroître en raison de leur capacité excédentaire. Pour réduire ce risque, la Société poursuit continuellement ses mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle tout en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, la Société travaille perpétuellement sur la qualité de ses produits et sur l'innovation de son offre.

Concurrence au sein de l'industrie de l'emballage - La concurrence avec des compagnies qui possèdent davantage d'expertise et de ressources pourrait exiger des coûts de développement plus significatifs

L'industrie de l'emballage est très compétitive, donc la Société ne peut pas garantir qu'elle pourra concurrencer avec les compagnies d'emballage préalablement établies dans ce marché et ayant des ressources et une expérience accrue dans ce domaine. Afin de s'adapter aux besoins des consommateurs, le marché de l'emballage souple continue d'évoluer quant aux formats et aux types d'emballages offerts. De ce fait, la concurrence risque de s'adapter plus rapidement aux préférences du consommateur, ce qui affecterait notre capacité de croître dans ce domaine. Ce risque est partiellement mitigé par la signature d'ententes à long terme et la création de relations solides avec nos principaux clients. Cependant, il demeure que notre succès peut dépendre de notre capacité d'évoluer avec les changements technologiques et d'effectuer des investissements appropriés en recherche et développement afin de maintenir une offre de produits satisfaisante.

Clients majeurs - La perte ou le changement d'habitudes de consommation d'un client majeur pourraient avoir un effet sur le résultat net

Certains des créneaux de la Société ont des clients qui représentent une portion importante de leurs revenus. Quelques détaillants canadiens et certains éditeurs de journaux peuvent individuellement représenter une portion importante des revenus de la division de l'impression. De plus, dans la division de l'emballage, Schreiber Foods, Inc. représente une portion importante des revenus actuels en raison d'une entente à long terme, venant à échéance en 2024, ce qui assure un revenu récurrent. Un changement d'habitudes de consommation d'un client majeur ou la perte d'un client pourraient avoir un effet défavorable. Afin de mitiger ce risque, la Société travaille de façon proactive pour renouveler ses contrats significatifs à l'avance et continue de bâtir des relations solides, à long terme, avec ses principaux clients.

Détention du contrôle - Le risque de conflit d'intérêts entre les actionnaires et l'actionnaire de contrôle

Au 31 octobre 2016, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 16,33% des actions en circulation et 72,96 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est possible que dans certaines situations, les intérêts de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Acquisitions - Le risque de ne pas identifier adéquatement les acquisitions potentielles dans l'emballage souple

Notre stratégie de croissance dans ce domaine mise sur le développement des activités existantes ainsi que sur notre capacité à faire des acquisitions stratégiques afin d'élargir notre offre dans ce créneau. Nous devons être en mesure de cibler des opportunités intéressantes, à une valeur raisonnable, et de concurrencer avec d'autres compagnies qui désirent faire des acquisitions dans cette industrie en croissance. L'inaptitude à identifier et à compléter les acquisitions potentielles pourrait influencer le développement de notre axe de croissance au sein de l'industrie de l'emballage. Afin d'atténuer ce risque, la Société compte notamment sur une équipe expérimentée en développement corporatif qui est activement à la recherche d'opportunités de croissance.

Stratégie de croissance à long terme - Notre capacité de générer une croissance interne dans l'industrie de l'emballage souple

La Société a procédé à plusieurs acquisitions dans l'industrie de l'emballage souple, alors nous misons sur notre capacité à développer une expertise dans ce domaine afin d'offrir des produits de qualité à nos clients actuels et potentiels. Un long cycle de vente représente un défi pour la croissance interne et ceci pourrait avoir un effet sur notre capacité d'élargir cette division assez rapidement pour compenser la décroissance potentielle au sein de nos activités d'impression et d'édition. Pour mitiger ce risque, la Société a mis en place une force de vente nord-américaine qui se concentre sur le maintien et le développement de la clientèle.

Risques opérationnels

Intégration des acquisitions - L'intégration des acquisitions pourrait perturber nos activités opérationnelles

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions est toujours un risque et celui-ci augmente en fonction de la taille, du secteur et du type d'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires au chapitre de la production, nous faire perdre des contrats importants ou influencer la rétention du personnel et nos relations avec les clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient nécessiter du temps additionnel. Nous ne pouvons pas garantir l'atteinte des objectifs ciblés sur les revenus, le résultat net, la productivité et la performance. Toutefois, pour limiter ces risques, la Société mise sur de stricts critères d'acquisition ainsi que sur des équipes de vérification diligente expérimentées et des méthodes d'intégration rigoureuses.

Informations confidentielles - La divulgation potentielle des informations confidentielles de nos clients pourrait nuire à notre réputation et pourrait entraîner des poursuites judiciaires

Ce risque englobe l'utilisation et la manipulation d'information confidentielle fournie par les clients de la Société. La divulgation potentielle de telles informations aux mauvaises personnes pourrait causer des dommages considérables à la réputation de la Société et pourrait potentiellement entraîner des poursuites judiciaires. Les techniques employées pour voler de l'information confidentielle sont en évolution continue, ce qui augmente le risque que nos données soient compromises. De plus, il se pourrait qu'un tel événement ne soit pas détecté assez rapidement pour limiter l'étendue de l'information susceptible à l'infraction. La confiance des consommateurs en la sécurité de l'information détenue et des transactions effectuées en utilisant nos sites Internet et notre technologie (y compris via des appareils mobiles) est primordiale afin de maintenir notre réputation et notre compétitivité sur le marché. Différentes mesures ont été adoptées pour mieux prévenir et contrôler ce risque, dont des programmes de formation et de sensibilisation auprès des employés. Les exigences des autorités réglementaires deviennent de plus en plus strictes à cet égard, ce qui pourrait aussi engendrer une répercussion financière pour la Société afin de se conformer à de nouvelles exigences.

Dépendance envers les systèmes d'information - Des risques de perturbations potentielles des systèmes informatiques pourraient nuire aux activités de la Société

La Société utilise plusieurs systèmes de technologies de l'information. Dans le cas où ces systèmes seraient soumis à des perturbations ou à des pannes, des virus, des accès non autorisés, des erreurs humaines, des actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet négatif sur les activités et les résultats de la Société. Nous mitigeons ces risques en nous assurant de maintenir un environnement technologique de qualité, sur lequel nos clients internes et externes peuvent se fier. En outre, nous effectuons des évaluations périodiques de nos contrôles informatiques afin de nous assurer qu'ils sont conformes aux standards. La Société effectue également des investissements dans son infrastructure informatique afin de maintenir sa fiabilité.

Respect de la vie privée et droit d'auteur - Enfreindre la vie privée des utilisateurs ou des droits d'auteur pourrait être nuisible à notre réputation

Il est possible que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes. La loi canadienne anti-pourriel exige le consentement du destinataire afin d'envoyer des messages électroniques commerciaux. Il est aussi possible que certaines règles de droit d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à ces égards, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteur ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation et à son résultat net.

Perturbations au sein de nos opérations - Le risque de perturbation opérationnelle qui pourrait nuire à notre capacité de respecter nos échéanciers

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers des usines à large volume, ce qui augmente le risque de ne pas pouvoir respecter des délais de production si un sinistre frappait un de ces emplacements. Le respect de nos échéanciers pourrait aussi être touché par un bris d'équipement majeur, une erreur humaine, une interruption de travail en raison de négociations avec les syndicats, des problèmes de transport et des difficultés d'approvisionnement. De plus, des accidents de travail pourraient causer des blessures au personnel et des dommages à nos équipements. L'effet sur nos résultats dépendra de certains facteurs, dont la nature de la perturbation, la durée et l'usine touchée par

l'événement en question. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingence pour tous les emplacements devant livrer des produits de façon quotidienne et nous détenons des polices d'assurance qui pourraient dédommager une partie des coûts reliés à certains sinistres.

Recrutement et rétention du talent - La difficulté à attirer et à retenir les employés clés dans les principaux secteurs exploités

Les tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié. Nous pouvons constater une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours technologique croissant et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. Ce risque est d'autant plus important considérant la transformation de la Société qui engendre un besoin pour des compétences spécifiques dans l'emballage souple. Par conséquent, la Société a mis en place des plans de perfectionnement de ses gestionnaires dotés d'un fort potentiel et susceptibles d'être promus, dans le cadre d'un processus continu de revue du leadership. Pour veiller à la mise en œuvre de ces plans, le supérieur principal de chacun de ces cadres a établi des objectifs précis et s'est engagé à leur offrir des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement. Enfin, les membres de la haute direction sont évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et être en mesure d'identifier constamment des successeurs.

Efficacité opérationnelle - Le risque d'être incapable de maintenir et d'améliorer notre efficacité opérationnelle

En raison de la réalité des marchés, la Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle, mais rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire de façon continue. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation permanents peut entraîner des coûts pour réduire les effectifs, fermer ou consolider des installations, ou améliorer l'équipement et la technologie. Au cours des dernières années, la Société a réduit de façon significative ses actifs manufacturiers afin d'améliorer son efficacité au sein de ses principales usines les plus performantes. Bien qu'il existe toujours des opportunités d'efficacité opérationnelle au sein de chaque usine, il se pourrait que les initiatives disponibles afin de répondre à une baisse de volume soient moins importantes et aient moins d'effet sur la structure de coût fixe. Toutefois, la Société a des gestionnaires expérimentés et performants pour établir et exécuter ses plans visant l'amélioration de l'efficacité opérationnelle au sein des usines existantes.

Réglementation gouvernementale - Une modification de la réglementation pourrait engendrer des coûts significatifs

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités gouvernementales. La modification de ces réglementations pourrait entraîner une augmentation significative des coûts pour la Société afin de s'y conformer. La Société pourrait devoir hausser ses cotisations fiscales, augmenter ses effectifs et sa rémunération, ou faire des investissements dans des matières premières ou des équipements. La Société bénéficie également de certains programmes d'aide gouvernementale. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux pourrait avoir des incidences importantes sur le résultat net de la Société.

Réglementation - Risques de l'industrie de l'alimentation provenant de nos activités d'emballage souple

Certains de nos produits finis qui proviennent de nos activités d'emballage souple sont utilisés pour l'emballage de nourriture, ce qui nous expose aux risques de l'industrie de l'alimentation, tels que le transfert de matière étrangère à la nourriture et les erreurs d'étiquetage. De plus, les produits finis fabriqués à l'aide des produits d'emballage de la Société peuvent être contaminés par des organismes causant des maladies, ou pathogènes, comme la bactérie E. coli, la salmonelle et la listeria. La Société pourrait donc être concernée par un éventuel rappel de produits dans le cas de contamination. Une telle situation pourrait exposer la Société à des réclamations au titre de la responsabilité civile, à une publicité défavorable, à des enquêtes ou à l'intervention de la part des gouvernements, ce qui aurait une incidence défavorable significative sur la situation financière, le résultat net et la réputation de la Société. La Société gère activement ces risques en employant des matériaux appropriés, en assurant la rigueur des contrôles et procédés qu'elle emploie dans ses installations de fabrication et en maintenant une couverture d'assurance responsabilité. Nos produits finis sont également sujets à la réglementation par certains organismes gouvernementaux, dont Santé Canada et la Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis, qui sont responsables de la protection de la santé publique dans le domaine alimentaire. Aux États-Unis, le Consumer Product Safety Commission (CPSC) réglemente aussi certains produits d'emballage à travers des lois comme le Consumer Product Safety Act et le Poison Prevention Packaging Act. Au Canada, l'emballage et l'étiquetage des produits alimentaires ainsi que la sécurité des matériaux utilisés pour l'emballage des aliments sont réglementés par Santé Canada à travers des lois comme la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation et la Loi sur les aliments et drogues. Afin de mitiger ces risques davantage, certaines de nos usines ont obtenu la certification GMI (Graphic Measures International) à la suite d'une évaluation approfondie de leurs procédés de fabrication et des contrôles effectués dans l'ensemble de la chaîne de production afin d'assurer la confiance du consommateur.

Litige - La Société est assujettie à des risques juridiques découlant de ses activités opérationnelles

La Société est impliquée dans des litiges ou des procédures judiciaires résultant de nos activités opérationnelles. Le secteur des médias pourrait être touché par des cas de diffamation reliés aux propos diffusés dans nos publications. De plus, dans le cadre de nos activités de restructuration, nous risquons d'être impliqués dans des litiges pour des cas de relations de travail. Du côté du secteur de l'impression et de l'emballage, la Société imprime des informations sur des étiquettes et si l'information est erronée, nous risquons de recevoir des réclamations judiciaires. De même, lors de nos activités d'acquisition, les passifs non identifiés et les obligations judiciaires importantes représentent également un risque en tant que

successeur. La Société provisionne pour ces litiges, mais nous ne pouvons pas assurer que toutes les réclamations sont provisionnées aux coûts de règlement, donc cela pourrait avoir un effet défavorable sur le résultat net.

Risques environnementaux - Les préoccupations environnementales de nos parties prenantes pourraient entraîner des coûts opérationnels additionnels

L'impression et l'édition nécessitent l'utilisation de grandes quantités de papier dans leurs activités quotidiennes. De même, nos activités de distribution requièrent l'usage du plastique en grande quantité. Les consommateurs et nos clients se soucient toujours de la protection de l'environnement et du développement durable. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour développer constamment de nouveaux moyens de réduire son empreinte environnementale. Cependant, le respect de l'environnement pourrait inciter les gouvernements à adopter des nouvelles réglementations concernant l'émission des gaz à effet de serre, le recyclage du papier ou du plastique et la contamination du sol. Ces éléments pourraient engendrer des coûts additionnels pour la Société afin de s'y conformer.

Matières premières et prix de l'énergie - Une fluctuation significative du coût des matières premières et de l'énergie consommée

Le papier, l'encre, le film et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression et de l'emballage. Ces activités consomment de l'énergie, plus particulièrement de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur ces activités et donc la Société poursuit continuellement ses démarches pour trouver de nouvelles manières de réduire ses coûts énergétiques.

Certaines de nos ententes avec des clients comportent des clauses d'indexation des prix de vente au gré des fluctuations du prix des matières premières. Cependant, à court terme, l'effet sur notre résultat net sera influencé par notre capacité de modifier les prix et d'améliorer notre efficacité opérationnelle afin de contrebalancer les fluctuations de prix des matières premières. De plus, l'augmentation du prix de ces matières premières peut avoir un effet négatif si elle entraîne une modification des habitudes d'achat des clients. Finalement, l'augmentation du prix du papier et de l'encre influence négativement la rentabilité du secteur des médias.

Un risque pourrait aussi exister quant à l'approvisionnement si certains de nos fournisseurs éprouvent de l'instabilité financière. Dans le but de nous assurer d'un approvisionnement stable à un coût compétitif à travers notre secteur de l'impression et de l'emballage, nous avons volontairement consolidé nos fournisseurs de papier, encre et résine. Cependant, la Société fait affaire avec des fournisseurs majeurs et établis dans leurs industries respectives afin d'assurer la disponibilité de nos matières premières.

Risques financiers

Cycles économiques - Une fluctuation de la demande pour nos produits en fonction des cycles économiques

Un risque important auquel la Société fait face, et qu'elle peut difficilement contrôler, est celui lié aux cycles économiques et aux conditions de marché difficiles. Par ailleurs, une portion significative des revenus de la Société dépend, directement ou indirectement, des dépenses publicitaires des annonceurs. Ces dépenses publicitaires des annonceurs ont tendance à être cycliques en raison de la conjoncture économique globale et des habitudes d'achat des consommateurs. De plus, des changements significatifs, dont la consolidation de certaines industries et la migration vers les plateformes numériques, touchent les industries de nos principaux annonceurs, ce qui pourrait avoir un effet sur les produits offerts par la Société. Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ces risques par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de la clientèle se retrouve dans des secteurs d'activité moins cycliques, tels que l'alimentation. Enfin, en raison de la mise en place d'une stratégie de développement axée sur l'objectif de se classer parmi les chefs de file dans nos créneaux respectifs, la Société croit pouvoir limiter son exposition aux cycles économiques sans toutefois pouvoir éliminer l'avènement ou l'ampleur de ceux-ci.

Crédit - Le risque de mauvaises créances de certains clients

Certains facteurs, tels que les conditions économiques et des changements au sein de certaines industries, pourraient avoir une incidence sur le risque de crédit de certains clients ainsi que notre capacité de recouvrement selon les termes de paiement établis. Afin de limiter ce risque, la Société poursuit des contrôles stricts relativement au crédit. La haute direction analyse et révisé la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou risqués. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Liquidité - Disponibilité des capitaux à un coût raisonnable

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de remplir leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles, ou de les remplir, mais à un coût excessif. Il est à noter que les cotes de crédit attribuées à la Société par différentes agences ont une influence importante sur sa capacité et son coût de financement. Le risque est donc que la Société ne puisse mobiliser le capital nécessaire afin de satisfaire ses besoins de financement. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net de 0,8x et que la Société prévoit continuer à générer d'importants flux de trésorerie opérationnels. Finalement, au 31 octobre 2016, aucun montant n'était utilisé sur le crédit rotatif d'un montant de 400,0 millions de dollars qui vient à échéance en février 2021.

Taux d'intérêt - La fluctuation des taux d'intérêt sur le marché relativement à nos instruments financiers

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin de l'exercice 2016, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 100% de la dette totale (91% au 31 octobre 2015). La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. La Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable ce qui réduit l'effet qu'aurait une éventuelle hausse des taux d'intérêt.

Taux de change - Les fluctuations des taux de change pourraient impacter notre résultat net

La dépréciation du dollar canadien au cours des dernières années engendre une augmentation de la valeur des ventes aux États-Unis et crée certaines opportunités d'affaires surtout en raison du fait que la majorité des coûts de la Société sont engagés en dollars canadiens. Également, l'augmentation de la valeur du dollar américain offre une certaine protection à la Société contre la concurrence étrangère. Une éventuelle reprise de la devise canadienne aurait un effet négatif sur le résultat net. De plus, nos récentes acquisitions aux États-Unis ont augmenté les revenus et les profits de la Société en dollars américains. Cependant, afin de minimiser les risques de fluctuations à court terme des devises étrangères, la Société veille à apparier les entrées et les sorties de fonds dans une même devise et maintient en place un programme de couverture de change qui utilise des produits dérivés.

Contestations fiscales - Des contestations d'autorités fiscales pourraient affecter significativement notre situation financière

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions fiscales pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, son résultat net et sa situation financière. Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues. À cet égard, la Société estime que tous les frais réclamés par les différentes entités du groupe sont raisonnables, déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Rien ne garantit toutefois que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Si elles réussissent, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société et influencer le rendement pour les actionnaires.

Régimes de retraite - Des fluctuations majeures des marchés pourraient influencer la solvabilité des régimes de retraite

Au 31 octobre 2016, la quasi-totalité des employés actifs de TC Transcontinental participait à des régimes de retraite à cotisations définies. Toutefois, les risques relatifs aux régimes à prestations définies qui étaient en place avant la migration au volet à cotisations définies sont toujours assumés par la Société. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. La législation provinciale sur les régimes de retraite exige que le statut des régimes de retraite à prestations déterminées soit déterminé à la fois sur une base de continuité d'exploitation (hypothèse que le régime continue indéfiniment) et une base de solvabilité (qui suppose essentiellement la cessation du régime). Nos plus récents rapports d'évaluations actuarielles démontrent une position de léger déficit sur une base de solvabilité par rapport à un léger surplus sur une base de continuité d'exploitation. Afin de gérer de façon plus rigoureuse le risque relatif à la volatilité des régimes à prestations définies, la Société a mis en place une stratégie d'investissement afin de limiter l'exposition de nos actifs à des fluctuations majeures qui affecteraient la solvabilité des régimes.

Tests de dépréciation - Les tests de dépréciation risquent de baisser la valeur des actifs et ainsi influencer le résultat net de la Société

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner des baisses de valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur le résultat net de la Société. Les IFRS exigent que la Société effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation vient réduire le résultat net sans toutefois avoir aucun effet important, ni sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles ni sur son pouvoir d'emprunt.

Conclusion sur les risques et incertitudes

La Société poursuit son approche rigoureuse en matière de gestion de risques en demeurant à l'affût de tout nouveau risque ou modification d'un risque existant qui pourrait toucher ses activités et en s'assurant de l'efficacité des mesures de contrôle déjà implantées. La direction maintient son approche structurée de la prévention et du contrôle des risques et de la planification de la continuité des opérations, en vertu de laquelle elle implante des mesures proactives pour inciter les entités d'affaires à prévenir les risques, à gérer les changements organisationnels et à se rétablir d'événements imprévus de façon efficiente.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été évaluée au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et Intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 ») au 31 octobre 2016. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 octobre 2016.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement du CIIF a été évaluée au 31 octobre 2016, conformément au cadre et aux critères énoncés dans le document intitulé Internal Control - Integrated Framework qu'a publié le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO ») en 2013, un modèle de contrôle reconnu, et aux exigences du Règlement 52-109. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF étaient efficaces au 31 octobre 2016.

Tout système de contrôle interne, quelle que soit la qualité de sa conception, comporte des limites intrinsèques. Par conséquent, même les systèmes considérés comme efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la présentation de l'information financière et de la préparation des états financiers.

Conformément aux dispositions du Règlement 52-109, la direction a limité l'étendue de sa conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du CIIF de la Société afin d'exclure les contrôles, les politiques et les procédures de Robbie Manufacturing, une mesure acceptée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) durant la première année suivant l'acquisition d'une entreprise, le temps de permettre à une société de procéder à son intégration.

Des informations additionnelles relatives à cette acquisition sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Robbie Manufacturing
État de la situation financière	Au 31 octobre 2016
Actifs courants	15,2 M\$
Actifs non courants	57,5 M\$
Passifs courants	4,5 M\$
Passifs non courants	6,0 M\$
État du résultat	Exercice clos le 31 octobre 2016
Revenus	21,2 M\$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	1,9 M\$
Résultat opérationnel ajusté	1,0 M\$

Veuillez vous référer à la note 4 des états financiers consolidés pour obtenir des informations supplémentaires relatives à cette acquisition.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, sauf les faits susmentionnés, aucune modification touchant le CIIF qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

PERSPECTIVES 2017

Au sein de la division de l'impression, nous prévoyons une stabilité des revenus provenant de notre offre aux détaillants qui inclut des services d'impression de circulaires, de distribution de porte en porte et de prémédia. De plus, nous continuerons à faire évoluer l'offre d'impression de produits de marketing sur le lieu de vente. Le contrat visant l'impression du *Toronto Star* aura aussi un effet positif au cours du premier semestre et nous poursuivrons également nos initiatives visant l'obtention de nouveaux contrats dans ce domaine. Cependant, ces éléments positifs devraient être contrebalancés par une baisse de volume de certains éditeurs de journaux en raison de la réduction du tirage. De plus, nos activités d'impression de magazines et de produits commerciaux seront touchées par la baisse de la publicité imprimée au cours de l'année financière 2017. Finalement, le contrat non récurrent d'impression de formulaires de recensement du Canada, complété depuis le deuxième trimestre de 2016, aura également un effet défavorable au début de 2017. Quant au résultat opérationnel ajusté, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle et de réduction de coûts afin de contrebalancer en grande partie la baisse de volume prévue au sein de cette division.

En ce qui a trait à notre division de l'emballage, les acquisitions de Robbie Manufacturing et de Flexstar Packaging auront un effet positif en 2017. Nous maintiendrons notre approche disciplinée d'acquisitions dans ce marché prometteur afin d'investir dans des actifs de qualité qui répondent à nos critères stratégiques. De plus, notre capacité manufacturière, jumelée avec notre force de vente nord-américaine, devraient permettre de générer une croissance interne soutenue. Nous poursuivrons aussi l'intégration des acquisitions, ce qui devrait permettre de dégager des synergies additionnelles.

Pour le secteur des médias, l'effet de la transformation du marché publicitaire devrait continuer de toucher nos activités d'édition de journaux, partiellement contrebalancé par nos initiatives de réduction de coûts. De plus, nous continuerons d'accélérer la transformation de nos activités existantes vers le numérique tout en nous concentrant sur nos compétences clés dans ce marché.

Nos importants flux de trésorerie et notre excellente santé financière devraient nous permettre de continuer d'investir afin de poursuivre notre croissance au cours de l'exercice 2017.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti
Le chef de la direction financière et du développement

Le 6 décembre 2016



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG, Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3
Canada

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 octobre 2016 et au 31 octobre 2015, les états consolidés du résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Transcontinental inc. au 31 octobre 2016 et au 31 octobre 2015, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Le 6 décembre 2016

Montréal, Canada

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A114306

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2016	2015
Revenus		2 019,5 \$	2 002,2 \$
Charges opérationnelles	5	1 629,4	1 623,5
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	6	17,0	(8,6)
Dépréciation d'actifs	7	53,6	27,2
Résultat opérationnel avant amortissement		319,5	360,1
Amortissement	8	106,7	102,0
Résultat opérationnel		212,8	258,1
Frais financiers nets	9	15,9	6,2
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		196,9	251,9
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents		0,5	0,3
Impôts sur le résultat	10	51,1	15,6
Résultat net lié aux activités poursuivies		146,3	236,6
Résultat net lié aux activités abandonnées	11	—	25,6
Résultat net		146,3	262,2
Participations ne donnant pas le contrôle	11	—	(0,4)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		146,3 \$	262,6 \$
Résultat net par action - de base			
Activités poursuivies	23	1,89 \$	3,03 \$
Activités abandonnées		—	0,33
		1,89 \$	3,36 \$
Résultat net par action - dilué			
Activités poursuivies	23	1,88 \$	3,02 \$
Activités abandonnées		—	0,33
		1,88 \$	3,35 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base (en millions)		77,6	78,1
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en millions)	23	77,8	78,3

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2016	2015
Résultat net		146,3 \$	262,2 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		0,9	(6,4)
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		6,5	1,6
Impôts sur le résultat y afférents		2,0	(1,1)
		5,4	(3,7)
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		13,9	22,6
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		0,6	—
Impôts sur le résultat y afférents		0,1	—
		14,4	22,6
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		(49,9)	(9,1)
Impôts sur le résultat y afférents		(13,4)	(2,5)
		(36,5)	(6,6)
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	25	(16,7)	12,3
Résultat global		129,6 \$	274,5 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		129,6 \$	274,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	11	—	(0,4)
		129,6 \$	274,5 \$

(1) Les autres éléments du résultat global sont attribuables aux activités poursuivies.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015
(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de la Société						
	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 octobre 2015	368,2 \$	3,2 \$	625,5 \$	19,4 \$	1 016,3 \$	— \$	1 016,3 \$
Résultat net	—	—	146,3	—	146,3	—	146,3
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(16,7)	(16,7)	—	(16,7)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions (note 22)	(6,8)	—	(14,7)	—	(21,5)	—	(21,5)
Levée d'options d'achat d'actions (note 22)	0,5	(0,1)	—	—	0,4	—	0,4
Dividendes (note 22)	—	—	(56,2)	—	(56,2)	—	(56,2)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,1	—	—	0,1	—	0,1
Solde au 31 octobre 2016	361,9 \$	3,2 \$	700,9 \$	2,7 \$	1 068,7 \$	— \$	1 068,7 \$
Solde au 31 octobre 2014	366,0 \$	3,4 \$	415,6 \$	7,1 \$	792,1 \$	1,0 \$	793,1 \$
Résultat net	—	—	262,6	—	262,6	(0,4)	262,2
Autres éléments du résultat global	—	—	—	12,3	12,3	—	12,3
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions (note 22)	(0,3)	—	(0,4)	—	(0,7)	—	(0,7)
Levée d'options d'achat d'actions (note 22)	2,5	(0,4)	—	—	2,1	—	2,1
Dividendes (note 22)	—	—	(52,3)	—	(52,3)	—	(52,3)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,2	—	—	0,2	—	0,2
Cession d'entreprise (note 11)	—	—	—	—	—	(0,6)	(0,6)
Solde au 31 octobre 2015	368,2 \$	3,2 \$	625,5 \$	19,4 \$	1 016,3 \$	— \$	1 016,3 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015 ⁽¹⁾
Actifs courants			
Trésorerie		16,7 \$	38,6 \$
Débiteurs	12	401,9	393,0
Impôts sur le résultat à recevoir		5,8	15,2
Stocks	13	119,6	116,3
Frais payés d'avance et autres actifs courants		15,9	16,2
		559,9	579,3
Immobilisations corporelles	14	566,0	567,5
Immobilisations incorporelles	15	217,0	257,5
Goodwill	16	509,7	459,5
Placements dans des coentreprises		2,9	2,5
Impôts différés	10	171,3	181,6
Autres éléments d'actif	17	35,4	50,1
		2 062,2 \$	2 098,0 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	18	326,4 \$	339,7 \$
Provisions	20	9,8	10,2
Impôts sur le résultat à payer		3,5	20,7
Revenus reportés et dépôts		55,4	51,4
Portion courante de la dette à long terme	19	0,2	36,4
		395,3	458,4
Dette à long terme	19	347,9	347,7
Impôts différés	10	43,4	64,4
Provisions	20	2,9	5,7
Autres éléments du passif	21	204,0	205,5
		993,5	1 081,7
Capitaux propres			
Capital social	22	361,9	368,2
Surplus d'apport		3,2	3,2
Résultats non distribués		700,9	625,5
Cumul des autres éléments du résultat global	25	2,7	19,4
		1 068,7	1 016,3
		2 062,2 \$	2 098,0 \$

(1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2016	2015 (1)
Activités opérationnelles			
Résultat net		146,3 \$	262,2 \$
Moins : Résultat net lié aux activités abandonnées	11	—	25,6
Résultat net lié aux activités poursuivies		146,3	236,6
Ajustements pour rapprocher le résultat net lié aux activités poursuivies et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Renversement de la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs	6	—	(22,6)
Dépréciation d'actifs	7	53,6	27,2
Amortissement	8	132,7	128,8
Frais financiers de la dette à long terme	9	17,7	19,2
Renversement des intérêts sur cotisations fiscales antérieures	9	—	(11,9)
Pertes nettes (gains nets) à la cession d'actifs		1,3	(6,7)
Impôts sur le résultat	10	51,1	15,6
Variation nette de change et autres		(6,7)	(7,4)
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		396,0	378,8
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	26	(48,3)	(27,3)
Impôts sur le résultat payés		(74,4)	(62,9)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies		273,3	288,6
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises	4	(86,3)	(100,4)
Cessions d'entreprises		4,2	2,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(58,5)	(64,4)
Cessions d'immobilisations corporelles		7,1	21,6
Augmentation des immobilisations incorporelles		(18,2)	(22,5)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies		(151,7)	(163,5)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	4 et 19	(34,4)	(77,2)
Diminution nette de la facilité de crédit	19	(24,0)	(31,1)
Frais financiers de la dette à long terme		(16,2)	(19,3)
Intérêts reçus liés à des cotisations fiscales antérieures	9	7,9	—
Levée d'options d'achat d'actions	22	0,4	2,1
Dividendes	22	(56,2)	(52,3)
Rachat d'actions	22	(21,5)	(0,7)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies		(144,0)	(178,5)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères			
		0,5	4,1
Variation nette de la trésorerie liée aux activités poursuivies			
		(21,9)	(49,3)
Variation nette de la trésorerie liée aux activités abandonnées			
	11	—	52,7
Trésorerie au début de l'exercice			
		38,6	35,2
Trésorerie à la fin de l'exercice			
		16,7 \$	38,6 \$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		1,5 \$	(0,8) \$

(1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3240, Montréal (Québec), Canada H3B 0G1.

La Société est le premier imprimeur au Canada, œuvrant dans les domaines de l'impression, de l'emballage souple, de l'édition et des médias numériques. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et de l'emballage et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 3 « Information sectorielle ».

La Société a modifié sa date de fin d'exercice pour passer d'une fin d'année calendrier à une fin d'année flottante, ainsi la fin d'année sera toujours le dernier dimanche du mois d'octobre. Ce changement entrera en vigueur au cours du prochain exercice financier.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés le 6 décembre 2016.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés annuels sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 31 octobre 2016. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés de la Société après le 31 octobre 2016, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés annuels.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne les instruments financiers dérivés, le passif lié à la rémunération à base d'action et les contreparties conditionnelles qui ont été évalués selon leur juste valeur, et l'actif des régimes à prestations définies, de même que les obligations liées à ces régimes, qui ont été évalués à leur valeur actualisée, tel qu'indiqué dans les méthodes comptables ci-dessous. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

i) Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer considérablement sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et cessent d'être consolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient conformes à celles de la Société. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société, donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental inc. (Canada)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Interactif inc. (Canada)	100,0
TC Transcontinental Packaging Inc. (Delaware)	100,0
Transcontinental Northern California (2009), Inc. (Delaware)	100,0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Coentreprises

Les coentreprises représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'accords contractuels qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité et dans lesquelles la Société a des droits sur l'actif net. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations de la Société dans des coentreprises sont dans le secteur des médias et leur effet sur l'actif, le passif, les revenus et les dépenses consolidés de la Société est négligeable.

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties conditionnelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si l'accord comprend une contrepartie conditionnelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sera comptabilisée au résultat net.

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés au cours de la période d'évaluation, et les ajustements devront être appliqués rétroactivement. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue la part qu'elle détenait au préalable dans l'entité acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et inscrit le profit ou la perte en résultant, s'il y a lieu, au résultat net.

Dans le cas de regroupements d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la vente de biens peuvent être évalués de façon fiable.

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la prestation de services peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans le secteur de l'impression et de l'emballage, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus d'impression et de production d'emballages souples :

Les revenus d'impression et de production d'emballages souples sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte en porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus de prémédia :

Les revenus de prémédia sont constatés lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de vente de livres :

Les revenus de vente de livres sont constatés au moment où les livres sont expédiés aux clients, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés, lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a constaté un montant de 4,3 millions de dollars à titre d'opérations d'échange (5,8 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2015).

f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux résultats, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entités contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

g) Aide gouvernementale

Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus et réduit les charges opérationnelles figurant à l'état consolidé du résultat et les stocks connexes figurant à l'état consolidé de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

l) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société, qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte dont la Société s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente. Le classement en tant qu'activité abandonnée s'effectue au moment de la sortie ou à la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente, selon la première des deux éventualités. Lorsqu'une activité est classée comme activité abandonnée, les états comparatifs du résultat net et du résultat global, ainsi que les tableaux comparatifs des flux de trésorerie, sont présentés comme si l'activité avait été abandonnée dès le début de la période comparative.

m) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location simple sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

n) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages et des coûts liés à des projets en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères de comptabilisation à l'actif. Le montant initial comptabilisé à titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères de comptabilisation à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	10 % - 25 %	Dégressif
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets en technologie	3-7 ans	Linéaire

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles comprennent principalement des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux et de livres. La valeur attribuée aux noms commerciaux est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

o) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribués aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs non financiers qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT (ou groupe d'UGT). La juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée à l'aide d'un multiple de capitalisation du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs non financiers ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a des changements dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable, et que ces changements seront soutenus dans le futur. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

p) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une perte de valeur. Les coûts d'acquisition de contrats sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

q) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de fonds soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructurations et aux contrats déficitaires. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

r) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Les cotisations de la Société à ces régimes se limitent aux montants établis en vertu des conventions collectives. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au taux d'actualisation, au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie. Le taux d'actualisation est basé sur les taux d'intérêt du marché applicables aux obligations de sociétés de première catégorie dont les échéances correspondent au moment du versement des prestations prévues en vertu des régimes.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime (« effet du plafond de l'actif »). L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement aux autres éléments du résultat global (« AERG »). De plus, un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que la variation de l'effet du plafond de l'actif et de tout passif minimum, sont constatés aux AERG au cours de la période dans laquelle ils se produisent, sauf pour les écarts actuariels des autres avantages postérieurs à l'emploi qui sont comptabilisés immédiatement au résultat net.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat au cours de la période à laquelle il survient. Le coût des services rendus et le coût financier relatif à l'obligation nette ou à l'actif net au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat net au cours de la période à laquelle ils surviennent, dans les charges opérationnelles et dans les frais financiers nets, respectivement.

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment auquel les cotisations sont versées. Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

s) Rémunération à base d'actions

La Société a des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs. La Société a décidé de cesser d'octroyer des options d'achat d'actions à compter de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont comptabilisées au résultat net selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée au résultat net selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est évalué à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et est réévalué à chaque date de clôture des états financiers, jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au résultat net au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net.

t) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes, est le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien, sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas reconvertis. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les AERG sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a désigné certains contrats de change à terme libellés en dollars américains comme éléments de couverture d'une portion équivalente de son investissement net dans certains établissements étrangers, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace de la variation de la juste valeur sur les instruments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée au résultat net. Les gains et les pertes constatés au cumul des autres éléments du résultat global, sont reclassés au résultat net au cours de la période pendant laquelle l'investissement net dans un établissement étranger relié fait l'objet d'une disposition totale ou partielle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

u) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquentement comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Débiteurs, autres comptes à recevoir et autres actifs financiers	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Contrepartie conditionnelle	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

v) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers.

Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital et aux ventes en devises étrangères est reclassée aux résultats durant la période au cours de laquelle l'élément couvert influe sur les résultats. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change d'un engagement ferme d'acquisition d'une entité dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, reportée dans le cumul des AERG, est reclassée à l'encontre du goodwill lors de la comptabilisation initiale de l'entité acquise.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

w) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicable. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés ci-dessous :

i) Regroupement d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des différences importantes à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui influencerait le montant de la charge d'amortissement.

ii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation et par le coût moyen pondéré du capital.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple de capitalisation basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iii) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. La détermination du montant des provisions requiert que la direction formule des hypothèses et fasse des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et leur échéancier, et les probabilités d'occurrence des obligations. Des changements importants à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les montants déterminés à titre de provisions. L'incidence de ces changements est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ceux-ci surviennent, le cas échéant.

iv) Impôts sur le résultat

Dans le cadre du calcul de l'impôt exigible, la Société est tenue de faire des estimations importantes en raison de l'assujettissement de la Société aux lois fiscales de divers territoires où elle exerce ses activités. De même, le montant d'impôt exigible pourrait être modifié en raison de divers facteurs tels que des événements qui ne se sont pas encore produits, une évolution des lois de l'impôt ou de l'issue des contrôles fiscaux et appels connexes.

Dans le cadre du calcul de l'impôt différé, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de leur réalisation. Les actifs d'impôt sur le résultat différé reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt sur le résultat des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des jugements significatifs sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour appliquer son jugement.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôt exigible et différé.

v) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période à laquelle ces estimations sont révisées, le cas échéant.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

vi) Dépréciation des actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique.

vii) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix de vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suivant l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

a) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». L'IFRS 9 vise le remplacement de l'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ».

L'IASB a mené à terme son projet de remplacement par étapes d'IAS 39. L'IFRS 9 prévoit une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. L'IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité. L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son application anticipée est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

b) Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », l'IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », l'IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et la SIC-31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

L'IFRS 15 prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son application anticipée est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

c) Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles », et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur application anticipée est permise. L'adoption de ces modifications ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

d) Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location ». L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17 « Contrats de location » et l'IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location ».

L'IFRS 16 présente les principes liés à la comptabilisation, à l'évaluation, à la présentation et aux informations à fournir pour les contrats de location applicables aux deux parties à un contrat, le preneur et le bailleur. La norme entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière des preneurs selon un modèle de comptabilisation unique, et élimine la distinction qui existait entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple. Les seules exceptions à cette norme visent les contrats de location de moins de un an et ceux dont la valeur de l'actif sous-jacent est faible. La comptabilisation se traduira par une majoration de l'état de la situation financière résultant de la comptabilisation d'un actif lié au droit d'utilisation et d'un passif compensatoire qui représente l'obligation d'effectuer des paiements locatifs. Pour les

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

bailleurs, la comptabilisation demeure essentiellement la même. L'IFRS 16 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et son application anticipée est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

e) Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » qui imposeront de fournir des informations spécifiques permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et leur application anticipée est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de ces modifications sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

f) Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions », qui vient modifier l'IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », et précise comment comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, comme l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et elles s'appliquent aux attributions effectuées à partir de cette date ainsi qu'aux attributions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis ou aux attributions pour lesquelles les droits ont été acquis mais qui n'ont pas été exercées à cette date. Ces modifications doivent être appliquées de façon prospective, et l'adoption rétrospective est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de ces modifications sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE

La Société a revu sa structure organisationnelle dans le but de regrouper son offre de services aux détaillants au sein de la division de l'impression. Ainsi, les services de distribution de porte en porte et de prémédia ont été transférés sous la responsabilité du secteur de l'impression et de l'emballage. Par conséquent, les données comparatives de nos secteurs opérationnels ont été retraitées pour refléter ces changements.

Les secteurs opérationnels ont été déterminés et regroupés par la direction en deux secteurs distincts, en fonction du type d'activité, c'est-à-dire les activités manufacturières et d'édition. Le secteur de l'impression et de l'emballage comprend les activités manufacturières de la Société et tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinées à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur, de produits marketing personnalisés et de masse, des services de prémédia et de distribution géociblés de porte en porte et de la production de solutions d'emballages souples au Canada et aux États-Unis. Le secteur des médias tire ses revenus des produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels, publications spécialisées pour les professionnels et contenus promotionnels pour les détaillants. Les activités d'édition de magazines consommateurs du secteur des médias ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées, tel que décrit à la note 11 « Activités abandonnées », et par conséquent l'information sectorielle exclut ces activités. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées aux prix de transfert convenus, lesquels se rapprochent de la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016				
Revenus	1 754,6 \$	312,3 \$	(47,4) \$	2 019,5 \$
Charges opérationnelles	1 362,8	296,3	(29,7)	1 629,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	391,8	16,0	(17,7)	390,1
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	5,1	14,9	(3,0)	17,0
Dépréciation d'actifs	1,8	51,2	0,6	53,6
Résultat opérationnel avant amortissement	384,9	(50,1)	(15,3)	319,5
Amortissement	88,3	10,9	7,5	106,7
Résultat opérationnel	296,6 \$	(61,0) \$	(22,8) \$	212,8 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	303,5 \$	5,1 \$	(25,2) \$	283,4 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	57,0 \$	17,1 \$	4,1 \$	78,2 \$

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015				
Revenus	1 679,1 \$	376,6 \$	(53,5) \$	2 002,2 \$
Charges opérationnelles	1 299,0	348,7	(24,2)	1 623,5
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	380,1	27,9	(29,3)	378,7
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	8,4	13,1	(30,1)	(8,6)
Dépréciation d'actifs	3,3	22,1	1,8	27,2
Résultat opérationnel avant amortissement	368,4	(7,3)	(1,0)	360,1
Amortissement	82,1	12,2	7,7	102,0
Résultat opérationnel	286,3 \$	(19,5) \$	(8,7) \$	258,1 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	298,0 \$	15,7 \$	(37,0) \$	276,7 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	51,8 \$	25,6 \$	8,7 \$	86,1 \$

⁽¹⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts (revenus), et les dépréciations d'actifs.

⁽²⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

	2016	2015
Produits d'impression et d'emballage	1 503,6 \$	1 427,8 \$
Produits d'édition et de contenu	348,3	383,1
Autres produits et services	167,6	191,3
	2 019,5 \$	2 002,2 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Secteur de l'impression et de l'emballage	1 775,9 \$	1 645,9 \$
Secteur des médias	209,9	306,2
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽¹⁾	76,4	145,9
	2 062,2 \$	2 098,0 \$

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les impôts sur le résultat à recevoir, les immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

Les différentes composantes sectorielles géographiques des états consolidés du résultat et des états consolidés de la situation financière pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

Secteurs géographiques	2016	2015
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 601,5 \$	1 687,6 \$
Exportations	123,6	122,1
États-Unis	294,4	192,5
	2 019,5 \$	2 002,2 \$
Actifs non courants ⁽¹⁾		
Canada	862,7 \$	905,4 \$
États Unis	460,6	404,1
	1 323,3 \$	1 309,5 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, le goodwill et les autres éléments d'actif non courants, et excluent les instruments financiers dérivés, les impôts différés, l'actif au titre des régimes à prestations définies et les placements dans des coentreprises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions de l'exercice clos le 31 octobre 2016

Robbie Manufacturing

Le 30 juin 2016, la Société a acquis la totalité des actions de Robbie Manufacturing, un fournisseur d'emballages souples situé à Lenexa, au Kansas, pour une contrepartie totale de 34,1 millions de dollars américains (44,3 millions de dollars). Ce montant inclut une contrepartie conditionnelle en espèces à payer de 6,0 millions de dollars américains (7,8 millions de dollars) au cours du prochain exercice, suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. La Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Robbie Manufacturing au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016.

Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage souple. Le potentiel de croissance associé à cette acquisition, représente le principal facteur qui génère le goodwill de cette acquisition.

Flexstar Packaging

Le 14 octobre 2016, la Société a acquis la totalité des actions de Flexstar Packaging inc., un fournisseur d'emballages souples situé à Richmond, en Colombie-Britannique, pour une contrepartie totale de 40,9 millions de dollars, sujet à ajustements et incluant une contrepartie conditionnelle de 1,0 million en espèces à payer au cours du prochain exercice, suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage souple.

La Société finalisera la comptabilisation de cette acquisition au cours du prochain exercice, c'est-à-dire la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, de la contrepartie conditionnelle et du goodwill reliés à cette acquisition.

L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 comprend les résultats opérationnels de Robbie Manufacturing et de Flexstar Packaging depuis leur date d'acquisition respective, soit des revenus supplémentaires de 22,5 millions de dollars, un résultat opérationnel avant amortissement de 2,1 millions, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de ces acquisitions et excluant des coûts de transactions de 0,8 million. La juste valeur des créances acquises de 10,4 millions de dollars, dont un montant de 0,1 million considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation de ces regroupements d'entreprises. Si la Société avait acquis ces entreprises le 1^{er} novembre 2015, les résultats opérationnels de celle-ci auraient été comme suit : des revenus supplémentaires d'environ 76,5 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement supplémentaire d'environ 10,4 millions, excluant des coûts de transactions de 0,8 million.

Ultra Flex Packaging

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Ultra Flex Packaging, acquis le 30 septembre 2015. La contrepartie totale en espèces payée, compte tenu de l'ajustement de la contrepartie payée de 2,2 millions en 2016, correspond à 86,5 millions de dollars américains (115,2 millions de dollars). Ce montant incluait une contrepartie conditionnelle de 8,5 millions de dollars américains (11,4 millions de dollars) à payer aux premier et deuxième anniversaires de la date de la transaction, suivant l'atteinte de seuils de revenus préétablis. Au cours du même exercice, la Société a révisé ses prévisions de revenus et a réévalué la juste valeur de la contrepartie conditionnelle à payer. Par conséquent, un ajustement favorable a été enregistré, soit un montant de 4,0 millions de dollars américains (5,1 millions de dollars) dans les frais de restructuration et autres coûts (revenus) (note 6 « Frais de restructuration et autres coûts (revenus) »).

Redux Media

Le 17 mai 2012, la Société avait acquis 60 % des actions de Redux Media, un réseau de publicité numérique. La Société avait comptabilisé ce regroupement d'entreprise selon la méthode de l'acquisition anticipée, comme si les actions avaient été acquises à 100 %, en vertu de l'existence d'une option d'achat par l'acquéreur et de vente par le vendeur, trois ans suivant la date d'acquisition. Les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition avaient été consolidés, ainsi que 100 % des résultats à compter de cette date. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a exercé son option d'achat du 40 % restant des actions de Redux Media pour une contrepartie totale en espèces de 7,7 millions de dollars, qui était incluse dans les passifs et qui a été déboursée le 6 avril 2016.

Acquisition de l'exercice clos le 31 octobre 2015

Ultra Flex Packaging

Le 30 septembre 2015, la Société avait acquis la totalité des actions de Ultra Flex Packaging, un fournisseur d'emballages souples situé à Brooklyn, New York, pour un prix d'achat de 84,9 millions de dollars américains (113,0 millions de dollars), sujet à ajustements et compte tenu d'une contrepartie conditionnelle en espèces à payer aux premier et deuxième anniversaires de la date de la transaction, suivant l'atteinte de seuils de revenus préétablis. Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage souple, tout en diversifiant son offre au marché. Cette diversification, de même que le potentiel de croissance associé, représentent les principaux facteurs qui composent le goodwill généré par cette acquisition.

L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 comprend les résultats opérationnels de Ultra Flex Packaging depuis la date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires de 7,7 millions de dollars, un résultat opérationnel avant amortissement de 0,3 million, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition et excluant des coûts de transactions de 2,1 millions (note 6 « Frais de restructuration et autres coûts (revenus) »). La juste valeur des créances acquises de 8,8 millions de dollars, dont aucun montant n'était considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation du regroupement d'entreprise. Si la Société avait acquis cette entreprise le 1^{er} novembre 2014, les résultats opérationnels de celle-ci auraient été comme suit : des revenus supplémentaires d'environ 98,3 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement supplémentaire d'environ 19,7 millions. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a déboursé la somme de 1,0 million de dollars relativement à d'autres regroupements d'entreprises conclus au cours des exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition, de même que les ajustements à un regroupement d'entreprise de l'exercice précédent effectués au cours des exercices clos le 31 octobre :

	2016	2015
Actifs acquis		
Actifs courants	23,1 \$	31,8 \$
Immobilisations corporelles	29,7	23,6
Immobilisations incorporelles	27,6	25,5
Goodwill (valeur fiscale nulle)	48,9	59,1
Autres éléments d'actif	—	0,5
	129,3	140,5
Passifs pris en charge		
Passifs courants	8,5	5,8
Dette à long terme (inclut la portion courante) ⁽¹⁾	20,6	5,1
Impôts différés	12,7	16,5
Autres éléments du passif	0,1	0,1
	41,9	27,5
	87,4 \$	113,0 \$
Contrepartie totale		
Trésorerie déboursée	78,6 \$	101,6 \$
Contrepartie conditionnelle à payer à court terme	8,8	6,7
Contrepartie conditionnelle à payer à long terme	—	4,7
	87,4 \$	113,0 \$

⁽¹⁾ Au 31 octobre 2016, les dettes à long terme totalisant 20,6 millions de dollars avaient été remboursées par la Société. Au 31 octobre 2015, la dette à long terme de 5,1 millions de dollars avait été remboursée par la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Coûts liés au personnel	628,3 \$	648,2 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	885,2	856,2
Autres biens et services ⁽²⁾	115,9	119,1
	1 629,4 \$	1 623,5 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend principalement les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels. Les contrats de location simple comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016 se sont élevés à 23,8 millions de dollars (21,8 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2015). Les revenus de location et de sous-location comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016 se sont élevés à 4,4 millions de dollars (2,1 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2015).

Le coût des marchandises vendues constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 a été de 1 122,9 millions de dollars (1 077,1 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, compte tenu du reclassement de certains chiffres au niveau des charges opérationnelles afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice). Un montant de 2,0 millions de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 (0,7 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2015).

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS (REVENUS)

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus) par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Réduction d'effectifs	24,9 \$	15,3 \$
Autres coûts (revenus) liés à des restructurations	(0,3)	3,6
Contrats déficitaires	(0,1)	1,9
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽¹⁾	0,5	2,5
Gains nets sur la vente d'immeubles	(1,2)	(7,6)
Renversement de la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs ⁽²⁾	—	(22,6)
Modification des régimes de retraite à prestations définies (note 28)	(1,2)	2,6
Modification du régime d'invalidité à long terme (note 28)	—	(2,9)
Autres revenus ⁽³⁾	(5,6)	(1,4)
	17,0 \$	(8,6) \$

⁽¹⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction, principalement des frais juridiques et autres honoraires professionnels, pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

⁽²⁾ En 2015, la Société a renversé la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs québécois, à la suite de l'adoption de la loi n° 34 au Québec, *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises*. Basé sur les dispositions de la loi, l'obligation de la Société relative aux régimes de retraite multi-employeurs québécois se limite au versement des cotisations prévues dans les conventions collectives de la Société et ces régimes sont classés comme des régimes à cotisations définies.

⁽³⁾ En 2016, les autres revenus de 5,6 millions de dollars incluent un montant de 5,1 millions représentant l'effet de la réévaluation d'une contrepartie conditionnelle à payer dans le cadre d'un regroupement d'entreprise, tel que décrit à la note 4 « Regroupements d'entreprises ».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Immobilisations corporelles	2,4 \$	4,1 \$
Immobilisations incorporelles	50,0	14,8
Goodwill	1,2	8,3
	53,6 \$	27,2 \$

Immobilisations corporelles

Au cours des exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, la Société a enregistré des charges de dépréciation des immobilisations corporelles de 2,4 millions de dollars et 4,1 millions, respectivement, principalement attribuable à du matériel de production qui n'était plus utilisé.

Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a procédé au test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, qui sont composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux et de livres. La Société a conclu que les valeurs recouvrables de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, déterminées sur la base de la valeur d'utilité, étaient inférieures à leur valeur comptable en raison d'une baisse de la profitabilité. Cette baisse de la profitabilité est localisée dans les journaux hebdomadaires tant au Québec qu'à l'extérieur du Québec, et s'explique surtout par une diminution des revenus publicitaires. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 40,2 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016. Au cours du même exercice, la Société a également enregistré une charge de dépréciation des relations d'affaires de 8,8 millions de dollars, principalement attribuable aux journaux hebdomadaires au Québec, et une charge de dépréciation des coûts liés à des projets en technologie de 1,0 million dans le secteur des médias. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de 12,8 millions de dollars en raison d'une baisse de la profitabilité, relativement à des noms commerciaux de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation de 2,0 millions de dollars, principalement attribuable à des coûts liés à des projets en technologie dans le même secteur.

Goodwill

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a revu sa structure organisationnelle, tel que décrit aux notes 3 « Information sectorielle » et 16 « Goodwill ». Les groupes d'UGT touchés par ces changements, soit le Groupe des solutions aux communautés locales et le Groupe des solutions de contenu dans le secteur des médias, de même que le Groupe des journaux et du détail dans le secteur de l'impression et de l'emballage, ont été soumis à un test de dépréciation du goodwill selon l'ancienne structure organisationnelle et la Société a conclu qu'il n'y avait pas de dépréciation à prendre. Par la suite, la Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill sur sa nouvelle structure organisationnelle. La Société a conclu que la valeur recouvrable du groupe d'UGT du Groupe des solutions numériques du secteur des médias, déterminée sur la base de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, était inférieure à sa valeur comptable en raison d'une diminution des activités. Ces conditions affectent défavorablement les résultats opérationnels de ce groupe d'UGT. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 1,2 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016. Cette charge de dépréciation n'a pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société avait enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 8,3 millions de dollars dans le groupe d'UGT du Groupe des solutions numériques du secteur des médias, en raison d'une diminution des activités. Cette charge de dépréciation n'a pas eu d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Tests de dépréciation

Au 31 octobre 2016, la Société a procédé aux tests de dépréciation annuels du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, conformément au paragraphe o) de la note 2 « Principales méthodes comptables ». Les valeurs recouvrables des UGT établies pour les fins du test de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée ont été déterminées sur la base de la valeur d'utilité. Les valeurs recouvrables des groupes d'UGT établies pour les fins du test de dépréciation du goodwill ont été déterminées selon la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est établie à l'aide de multiples de capitalisation appliqués aux prévisions budgétaires pour l'exercice 2017, qui proviennent de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné. Ces données sont observées sur le marché.

Les valeurs recouvrables des UGT établies pour les fins du test de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée ont été déterminées sur la base de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus, qui proviennent de prévisions financières sur trois ans approuvées par la direction. Les prévisions financières sont fondées sur l'expérience passée et reflètent les attentes de la direction quant aux résultats opérationnels et aux dépenses d'investissement, en tenant compte de la stratégie d'entreprise et des tendances économiques et spécifiques du secteur d'activité et du marché. La direction établit ses prévisions en se basant, entre autres, sur les revenus publicitaires, les coûts d'impression et les hausses salariales. Au-delà de la période de trois ans, les flux de trésorerie font l'objet d'extrapolations selon des taux de décroissance perpétuelle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Les taux d'actualisation utilisés par la Société se situent entre 8,54 % et 18,75 % (les taux d'actualisation avant impôts se situent entre 7,38 % et 31,86 %). Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de l'UGT ou du groupe d'UGT concerné. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié que les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créances exigent de dégager sur leurs investissements, et reflète l'évaluation du marché actuel, la valeur temporelle de l'argent et le risque spécifique applicable à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné.

Les hypothèses utilisées par la Société dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, ce qui signifie qu'elles ne sont pas fondées sur des données de marché observables. La Société a effectué une analyse de sensibilité du taux d'actualisation et du taux de croissance ou de décroissance perpétuel dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des UGT ou groupes d'UGT soumis aux tests de dépréciation. Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'une augmentation de 1 % du taux d'actualisation ou du taux de croissance ou de décroissance perpétuel ne changerait pas significativement les résultats des tests.

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'UGT soumis au test de dépréciation du goodwill, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable du goodwill au 31 octobre 2016	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation avant impôts
Secteur de l'impression et de l'emballage					
Groupe des journaux et du détail	211,5 \$	Juste valeur	5,5x	s.o.	15,06 %
Groupe des emballages souples	188,0	Juste valeur	9,0x	s.o.	13,39
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4	Juste valeur	5,0x	s.o.	15,26

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Immobilisations corporelles	79,7 \$	80,1 \$
Immobilisations incorporelles	27,0	21,9
	106,7	102,0
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	26,0	26,8
	132,7 \$	128,8 \$

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Frais financiers de la dette à long terme	17,7 \$	19,2 \$
Renversement des intérêts sur cotisations fiscales antérieures ⁽¹⁾	—	(11,9)
Intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	0,4	—
Intérêts sur lettres de crédit liées aux régimes à prestations définies (note 19)	0,1	0,2
Autres frais (revenus)	(0,5)	1,1
Gains nets de change	(1,8)	(2,4)
	15,9 \$	6,2 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, à la suite d'une entente conclue avec les autorités fiscales, la Société avait renversé un montant de 11,9 millions de dollars relativement à des intérêts comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, suivant la réception d'avis de nouvelles cotisations. Ces avis de nouvelles cotisations portaient sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations effectuées par la Société, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	196,9 \$	251,9 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada ⁽¹⁾	26,90 %	26,90 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	53,0	67,8
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	(0,4)	2,8
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable des gains en capital	0,1	(0,3)
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement ⁽²⁾	—	(54,7)
Autres	(1,6)	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	51,1 \$	15,6 \$
Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	71,7 \$	72,6 \$
Augmentation nette de la valeur comptable des actifs d'impôt différé ⁽²⁾	—	(51,7)
Impôts sur les frais de restructuration et autres revenus	(6,6)	(0,1)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(14,0)	(5,2)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	51,1 \$	15,6 \$

⁽¹⁾ Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

⁽²⁾ La hausse de la valeur comptable des actifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 résulte principalement de l'augmentation des activités aux États-Unis, qui découlent principalement des acquisitions de Capri Packaging et de Ultra Flex Packaging.

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	60,4 \$	72,4 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(0,4)	(7,1)
	60,0	65,3
Impôts différés		
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(1,8)	8,2
Augmentation rattachée aux différences temporaires	(7,4)	(3,0)
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	—	(54,7)
Incidence des variations des taux d'impôt	0,3	(0,2)
	(8,9)	(49,7)
Total des impôts sur le résultat	51,1 \$	15,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau suivant présente les composantes des actifs et des passifs d'impôt différé :

	Au 31 octobre 2016		Au 31 octobre 2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Immobilisations corporelles	— \$	45,9 \$	— \$	43,0 \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	—	41,9	—	43,4
Provisions	16,0	—	14,7	—
Revenus reportés	59,3	—	66,6	—
Dette à long terme	—	2,4	—	6,6
Régimes à prestations définies	15,8	—	3,8	—
Report de pertes	124,0	—	125,4	—
Provision transitoire des sociétés de personnes	—	—	—	4,4
Autres	3,0	—	4,1	—
	218,1	90,2	214,6	97,4
Compensation des actifs et passifs	(46,8)	(46,8)	(33,0)	(33,0)
	171,3 \$	43,4 \$	181,6 \$	64,4 \$

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôt différé ont une échéance s'étalant de 2021 à 2036.

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016 s'établit comme suit :

	Solde au 31 octobre 2015	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global		Solde au 31 octobre 2016
				Regroupement d'entreprises		
Immobilisations corporelles	(43,0) \$	(0,8) \$	— \$	— \$	(2,1) \$	(45,9) \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(43,4)	13,5	(0,5)	—	(11,5)	(41,9)
Provisions	14,7	0,2	—	—	1,1	16,0
Revenus reportés	66,6	(8,5)	1,2	—	—	59,3
Dette à long terme	(6,6)	6,3	—	(2,1)	—	(2,4)
Régimes à prestations définies	3,8	(1,4)	—	13,4	—	15,8
Report de pertes	125,4	(3,9)	2,5	—	—	124,0
Provision transitoire des sociétés de personnes	(4,4)	4,4	—	—	—	—
Autres	4,1	(0,9)	—	—	(0,2)	3,0
	117,2 \$	8,9 \$	3,2 \$	11,3 \$	(12,7) \$	127,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 s'établit comme suit :

	Solde au 31 octobre 2014	Comptabilisé aux résultats	Activités abandonnées (note 11)	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2015
Immobilisations corporelles	(42,6) \$	5,8 \$	— \$	0,6 \$	— \$	(6,8) \$	(43,0) \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(33,9)	3,3	(3,5)	0,4	—	(9,7)	(43,4)
Provisions	11,7	2,8	(0,1)	0,3	—	—	14,7
Revenus reportés	73,2	(16,9)	—	10,3	—	—	66,6
Dette à long terme	(6,0)	(1,7)	—	—	1,1	—	(6,6)
Régimes à prestations définies	(0,9)	2,2	—	—	2,5	—	3,8
Report de pertes	65,1	55,2	(1,5)	6,6	—	—	125,4
Provision transitoire des sociétés de personnes	(7,9)	3,5	—	—	—	—	(4,4)
Autres	8,8	(4,5)	(0,1)	(0,1)	—	—	4,1
	67,5 \$	49,7 \$	(5,2) \$	18,1 \$	3,6 \$	(16,5) \$	117,2 \$

Certains éléments qui étaient présentés antérieurement dans les stocks sont maintenant regroupés avec les immobilisations incorporelles et le goodwill afin de mieux refléter la nature des éléments auxquels ils se rapportent. À cet effet, les soldes comparatifs ont été reclassés afin de considérer ces changements.

Au 31 octobre 2016, la Société dispose de pertes en capital de 3,4 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. De plus, la Société dispose de pertes reportées aux États-Unis, et considérant qu'il est improbable qu'un bénéfice imposable futur suffisant sera disponible pour en utiliser une partie, la Société n'a pas constaté d'actif d'impôt différé totalisant 15,2 millions de dollars relativement à ces pertes. Les pertes rattachées à cet actif non constaté expirent entre 2017 et 2035.

Au 31 octobre 2016, aucun passif d'impôt différé n'a été constaté relativement aux différences temporaires découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporaires ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

11 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Abandon des magazines consommateurs

Le 12 avril 2015, la Société a vendu ses activités d'édition de magazines consommateurs produits à Montréal et à Toronto et leurs sites Web associés, ainsi que ses produits liés aux marques, à Groupe TVA inc. pour une contrepartie totale en espèces de 56,0 millions de dollars. Ces produits étaient inclus dans le secteur des médias. Les activités abandonnées incluent également d'autres magazines consommateurs qui ont été abandonnés ou vendus au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, mais qui ne faisaient pas partie de la transaction avec Groupe TVA inc. Ces éléments ne sont pas significatifs.

Les résultats et les flux de trésorerie relatifs à ces activités ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés du résultat et du résultat global, et dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente les résultats liés aux activités abandonnées pour l'exercice clos le 31 octobre 2015:

	2015
Revenus ⁽¹⁾	31,7 \$
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	33,6
Frais de restructuration et autres coûts	0,6
Dépréciation d'actifs	0,8
Amortissement	0,9
Revenus financiers nets	(0,1)
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	(4,1)
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	0,2
Impôts sur le résultat recouvrés	(1,0)
Résultat net lié à l'exploitation des activités abandonnées	(2,9)
Gain lié à la cession d'entreprise, déduction faite des impôts y afférents ⁽²⁾	28,5
Résultat net et résultat global liés aux activités abandonnées	25,6 \$
Attribuable aux :	
Actionnaires de la Société	26,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,4)
	25,6 \$

⁽¹⁾ La Société avait des transactions intersociétés entre ses activités poursuivies et ses activités abandonnées. Malgré la présentation distincte des résultats liés aux activités poursuivies et abandonnées, ces transactions intersociétés demeurent totalement éliminées dans les états financiers consolidés de la Société. Les transactions intersociétés qui devaient se poursuivre après l'abandon des activités des magazines consommateurs ont été présentées dans les résultats liés aux activités poursuivies plutôt qu'à titre d'activités abandonnées.

⁽²⁾ La charge d'impôt sur le gain lié à la cession d'entreprise pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 a été de 6,2 millions de dollars.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 :

	2015
Flux de trésorerie liés aux opérations	(1,9) \$
Flux de trésorerie liés aux investissements	54,6
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	52,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

11 ACTIVITÉS ABANDONNÉES (SUITE)

Le tableau suivant présente un sommaire de la valeur comptable des actifs vendus et des passifs transférés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 :

	Magazines consommateurs
Actifs courants	21,1 \$
Immobilisations corporelles	2,3
Immobilisations incorporelles	1,7
Goodwill alloué	20,0
Actifs vendus	45,1
Passifs courants	19,2
Placement dans une coentreprise	0,4
Autres éléments du passif	4,1
Passifs transférés	23,7
Actifs nets vendus	21,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6 \$

12 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Comptes clients	367,1 \$	360,7 \$
Provisions pour créances douteuses	(4,7)	(4,8)
Autres débiteurs	39,5	37,1
	401,9 \$	393,0 \$

13 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Matières premières	68,7 \$	66,8 \$
Travaux en cours et produits finis	59,8	57,2
Provision pour désuétude	(8,9)	(7,7)
	119,6 \$	116,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

2016	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	46,5 \$	249,5 \$	48,8 \$	1 172,1 \$	12,1 \$	112,1 \$	27,3 \$	1 668,4 \$
Acquisitions	—	2,5	1,0	13,6	—	2,2	38,0	57,3
Mises en service	—	2,8	3,0	25,0	—	3,6	(34,4)	—
Regroupements d'entreprises (note 4)	0,4	5,2	0,4	22,3	—	1,3	0,1	29,7
Cessions d'entreprises	(0,1)	(1,3)	(1,8)	(10,0)	—	(2,4)	—	(15,6)
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	(0,5)	(17,8)	(4,0)	(29,9)	0,9	(14,6)	—	(65,9)
Variation du cours de change et autres	0,6	1,9	0,1	4,3	—	(1,6)	(0,3)	5,0
Solde au 31 octobre 2016	46,9 \$	242,8 \$	47,5 \$	1 197,4 \$	13,0 \$	100,6 \$	30,7 \$	1 678,9 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(128,1) \$	(20,8) \$	(845,9) \$	(11,7) \$	(94,4) \$	— \$	(1 100,9) \$
Amortissement	—	(9,0)	(3,9)	(57,9)	(0,4)	(8,5)	—	(79,7)
Cessions d'entreprises	—	0,8	1,4	9,3	—	2,4	—	13,9
Dispositions et élimination du cumul des amortissements et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	13,5	3,6	28,3	(0,9)	14,3	—	58,8
Dépréciations	—	(0,4)	(0,1)	(1,8)	—	(0,1)	—	(2,4)
Variation du cours de change et autres	—	(0,7)	—	(2,4)	—	0,5	—	(2,6)
Solde au 31 octobre 2016	— \$	(123,9) \$	(19,8) \$	(870,4) \$	(13,0) \$	(85,8) \$	— \$	(1 112,9) \$
Valeur comptable nette	46,9 \$	118,9 \$	27,7 \$	327,0 \$	— \$	14,8 \$	30,7 \$	566,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

2015	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	46,6 \$	238,5 \$	50,0 \$	1 132,2 \$	12,1 \$	116,6 \$	15,1 \$	1 611,1 \$
Acquisitions	—	2,3	1,7	8,0	—	7,0	44,6	63,6
Mises en service	—	3,2	3,5	21,3	—	3,7	(31,7)	—
Regroupements d'entreprises (note 4)	2,4	12,6	0,9	7,2	—	0,2	0,3	23,6
Cessions d'entreprises	—	—	(5,2)	—	—	(3,2)	(0,2)	(8,6)
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	(6,6)	(15,6)	(2,0)	(15,0)	—	(13,2)	(0,2)	(52,6)
Variation du cours de change et autres	4,1	8,5	(0,1)	18,4	—	1,0	(0,6)	31,3
Solde au 31 octobre 2015	46,5 \$	249,5 \$	48,8 \$	1 172,1 \$	12,1 \$	112,1 \$	27,3 \$	1 668,4 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(120,0) \$	(21,0) \$	(793,0) \$	(11,2) \$	(100,0) \$	— \$	(1 045,2) \$
Amortissement	—	(8,9)	(4,1)	(57,3)	(0,5)	(9,3)	—	(80,1)
Cessions d'entreprises	—	—	3,2	—	—	2,5	—	5,7
Dispositions et élimination du cumul des amortissements et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	4,4	1,8	14,1	—	13,2	—	33,5
Dépréciations	—	(0,7)	(0,8)	(2,4)	—	(0,2)	—	(4,1)
Variation du cours de change et autres	—	(2,9)	0,1	(7,3)	—	(0,6)	—	(10,7)
Solde au 31 octobre 2015	— \$	(128,1) \$	(20,8) \$	(845,9) \$	(11,7) \$	(94,4) \$	— \$	(1 100,9) \$
Valeur comptable nette	46,5 \$	121,4 \$	28,0 \$	326,2 \$	0,4 \$	17,7 \$	27,3 \$	567,5 \$

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

	Durée d'utilité déterminée						Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux		
2016									
Coût									
Solde au début de l'exercice	157,3 \$	124,3 \$	12,6 \$	9,6 \$	51,4 \$	11,6 \$	128,1 \$	494,9 \$	
Ajouts (générés en interne)	—	9,6	—	—	7,3	4,0	—	20,9	
Regroupements d'entreprises (note 4)	27,1	—	—	0,5	—	—	—	27,6	
Cessions d'entreprises	—	—	—	—	(1,4)	—	(12,8)	(14,2)	
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	(1,0)	—	—	—	(4,8)	—	—	(5,8)	
Variation du cours de change et autres	1,1	—	—	—	0,3	(0,1)	—	1,3	
Solde au 31 octobre 2016	184,5 \$	133,9 \$	12,6 \$	10,1 \$	52,8 \$	15,5 \$	115,3 \$	524,7 \$	
Cumul de l'amortissement et des dépréciations									
Solde au début de l'exercice	(36,5) \$	(91,6) \$	(8,8) \$	(6,5) \$	(22,5) \$	(10,3) \$	(61,2) \$	(237,4) \$	
Amortissement	(15,9)	(13,2)	(1,1)	(1,7)	(7,6)	(1,3)	—	(40,8)	
Cessions d'entreprises	—	—	—	—	0,8	—	12,8	13,6	
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	1,0	—	—	—	4,8	—	—	5,8	
Dépréciations	(8,8)	—	—	—	(1,0)	—	(40,2)	(50,0)	
Variation du cours de change et autres	1,1	—	—	(0,1)	0,1	—	—	1,1	
Solde au 31 octobre 2016	(59,1) \$	(104,8) \$	(9,9) \$	(8,3) \$	(25,4) \$	(11,6) \$	(88,6) \$	(307,7) \$	
Valeur comptable nette	125,4 \$	29,1 \$	2,7 \$	1,8 \$	27,4 \$	3,9 \$	26,7 \$	217,0 \$	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
2015								
Coût								
Solde au début de l'exercice	122,5 \$	112,7 \$	12,6 \$	10,4 \$	55,5 \$	11,7 \$	134,1 \$	459,5 \$
Ajouts (générés en interne)	—	11,7	—	—	10,8	—	—	22,5
Regroupements d'entreprises (note 4)	25,5	—	—	—	—	—	0,1	25,6
Cessions d'entreprises	—	—	—	—	(7,7)	—	(6,1)	(13,8)
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	—	—	(0,8)	(8,8)	(0,1)	—	(9,7)
Variation du cours de change et autres	9,3	(0,1)	—	—	1,6	—	—	10,8
Solde au 31 octobre 2015	157,3 \$	124,3 \$	12,6 \$	9,6 \$	51,4 \$	11,6 \$	128,1 \$	494,9 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(23,0) \$	(78,2) \$	(7,6) \$	(5,6) \$	(28,3) \$	(9,7) \$	(54,2) \$	(206,6) \$
Amortissement	(12,2)	(13,4)	(1,2)	(1,8)	(6,0)	(0,7)	—	(35,3)
Cessions d'entreprises	—	—	—	—	5,8	—	5,8	11,6
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	—	—	0,8	8,8	0,1	—	9,7
Dépréciations	(0,4)	(0,1)	—	—	(1,5)	—	(12,8)	(14,8)
Variations du cours de change et autres	(0,9)	0,1	—	0,1	(1,3)	—	—	(2,0)
Solde au 31 octobre 2015	(36,5) \$	(91,6) \$	(8,8) \$	(6,5) \$	(22,5) \$	(10,3) \$	(61,2) \$	(237,4) \$
Valeur comptable nette	120,8 \$	32,7 \$	3,8 \$	3,1 \$	28,9 \$	1,3 \$	66,9 \$	257,5 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

16 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Coût		
Solde au début de l'exercice	1 168,6 \$	1 120,3 \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	48,9	59,1
Cessions d'entreprises	(1,4)	(0,9)
Activités abandonnées (note 11)	—	(20,0)
Variation du cours de change	3,9	10,1
Solde à la fin de l'exercice	1 220,0 \$	1 168,6 \$
Dépréciations cumulées		
Solde au début de l'exercice	(709,1) \$	(700,8) \$
Dépréciations (note 7)	(1,2)	(8,3)
Solde à la fin de l'exercice	(710,3) \$	(709,1) \$
Valeur comptable nette		
Au début de l'exercice	459,5 \$	419,5 \$
À la fin de l'exercice	509,7 \$	459,5 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Secteurs opérationnels		
Secteur de l'impression et de l'emballage		
Groupe des journaux et du détail ⁽¹⁾	211,5 \$	211,5 \$
Groupe des emballages souples	188,0	135,2
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4	65,4
Groupe du prémédia ⁽¹⁾	12,5	12,7
	477,4	424,8
Secteur des médias		
Groupe d'édition de livres	19,5	19,5
Groupe des solutions d'affaires	12,8	12,8
Groupe des solutions aux communautés locales ⁽¹⁾	—	0,6
Groupe des solutions numériques	—	1,8
	32,3	34,7
	509,7 \$	459,5 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a revu sa structure organisationnelle dans le but de regrouper son offre de services aux détaillants au sein de la division de l'impression. Ainsi, les activités de distribution et les services de prémédia ont été transférés au secteur de l'impression et de l'emballage. Plus précisément, les activités de distribution, qui étaient contenues dans le Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, ont été intégrées dans le Groupe des journaux et du détail du secteur de l'impression et de l'emballage. Pour sa part, le Groupe des solutions de contenu, qui contient exclusivement les services de prémédia depuis le désinvestissement d'autres activités de production de contenu, a été déplacé dans le secteur de l'impression et de l'emballage, puis renommé. Par conséquent, les données comparatives de nos secteurs opérationnels ont été retraitées pour refléter ces changements.

Les groupes d'UGT affectés par ces changements organisationnels ont été soumis à un test de dépréciation du goodwill selon l'ancienne structure organisationnelle, tel que décrit à la note 7 « Dépréciation d'actifs », et la Société a conclu qu'il n'y avait pas de dépréciation à prendre.

Dans le cadre de cette réorganisation, le goodwill du Groupe des solutions aux communautés locales a été alloué intégralement au Groupe des journaux et du détail.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

17 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Coûts d'acquisition de contrats	23,9 \$	16,7 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	3,4	27,6
Juste valeur des instruments financiers dérivés	1,4	—
Autres	6,7	5,8
	35,4 \$	50,1 \$

18 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Comptes fournisseurs et autres frais courus	148,8 \$	146,2 \$
Salaires et autres avantages à payer	90,1	94,5
Rémunération à base d'actions (note 24)	23,3	25,2
Taxes à payer	9,0	13,3
Instruments financiers dérivés	1,8	5,7
Frais financiers à payer	6,1	6,2
Autres	47,3	48,6
	326,4 \$	339,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

19 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au		Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
	31 octobre 2016	Échéances		
Billets de premier rang				
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	— %	—	— \$	13,1 \$
Billets non garantis de premier rang - 3,897 %	4,03 %	2019	250,0	250,0
Facilité de crédit en dollars canadiens	— %	2021	—	10,0
Facilité de crédit en dollars américains (2015 - 10,0 \$US)	— %	2021	—	13,1
Déventures - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 5,58 %	5,58 %	2019	50,0	50,0
Série 2 - 4,011 %	4,05 %	2020	50,0	50,0
Autres emprunts à des taux nominaux nuls	5,73 %	2017	0,2	0,4
			350,2	386,6
Frais d'émission de la dette à long terme au coût amorti			2,1	2,5
Total de la dette à long terme			348,1	384,1
Portion courante de la dette à long terme			0,2	36,4
			347,9 \$	347,7 \$

Le 1^{er} mars 2016, la Société a remboursé ses billets de premier rang Série 2004 D venus à échéance à cette date, au montant de 10,0 millions de dollars américains (13,5 millions de dollars). Ce financement était d'une durée de onze ans, au taux LIBOR majoré de 0,90 %.

Les billets non garantis de premier rang, au montant de 250,0 millions de dollars, portent intérêt au taux de 3,897 %, payable en versements semestriels égaux et échéant en 2019. Les billets sont des obligations non garanties directes de la Société et elles occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui vient à échéance en février 2021. Le taux d'intérêt applicable à la facilité de crédit est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,675 %, ou alors du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,675 %. Au 31 octobre 2016, le taux nominal était de 2,55 % et de 2,21 % pour la facilité de crédit en dollars canadiens et en dollars américains, respectivement.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux déventures de 50,0 millions chacune. La débenture non garantie Série 1 porte intérêt au taux de 5,58 %, payable semestriellement, et échéant en 2019. La débenture non garantie Série 2 porte intérêt au taux de 4,011 %, payable semestriellement, et échéant en 2020.

Le 15 juillet 2015, la Société a remboursé le solde restant de son prêt à terme en euros venu à échéance. Ce financement était d'une durée de six ans, au taux variable EURIBOR majoré de 1,60 %. Le contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, qui était utilisé à titre d'instrument financier dérivé désigné comme couverture afin de fixer le taux de change et de convertir le taux d'intérêt de cette dette, est également venu à échéance.

La Société a des ententes relatives à deux facilités de lettres de crédit renouvelables et non engagées, au montant de 15,0 millions de dollars chacune, qui venaient à échéance le 11 avril 2016. Le 11 avril 2016, la Société a prolongé ses deux facilités de lettres de crédit d'une année supplémentaire, reportant l'échéance au 11 avril 2017. Les frais applicables à la portion émise sur ces facilités de lettres de crédit sont de 1,00 % annuellement. Au 31 octobre 2016, des lettres de crédit au montant de 15,7 millions de dollars (12,7 millions au 31 octobre 2015) avaient été émises à même ces facilités, principalement en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies de la Société (note 28 « Avantages du personnel »).

Au 31 octobre 2016, un montant négligeable de lettre de crédit était émise à même la facilité de crédit. Au 31 octobre 2015, des lettres de crédit aux montants de 0,1 million de dollars et 1,3 million de dollars américains avaient été émises à même la facilité de crédit, en plus du montant présenté au tableau ci-dessus.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

19 DETTE À LONG TERME (SUITE)

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ces clauses.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2017	0,2 \$
2018	—
2019	300,0
2020	50,0
2021	—
	350,2 \$

20 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	5,6 \$	9,2 \$	1,1 \$	15,9 \$
Provisions enregistrées	25,5	1,2	2,0	28,7
Montants utilisés	(24,7)	(3,5)	(0,2)	(28,4)
Provisions renversées	(0,2)	(1,4)	(1,9)	(3,5)
Solde au 31 octobre 2016	6,2 \$	5,5 \$	1,0 \$	12,7 \$
Portion courante	6,2 \$	3,2 \$	0,4 \$	9,8 \$
Portion non courante	—	2,3	0,6	2,9
	6,2 \$	5,5 \$	1,0 \$	12,7 \$

Frais de restructuration

La Société procède à des mesures de rationalisation dans ses secteurs opérationnels en raison de changements structurels importants dans les industries de l'impression et des médias.

Contrats déficitaires

Les provisions pour contrats déficitaires sont rattachées à des contrats de location simple pour des espaces inutilisés par la Société à la suite de mesures de rationalisation, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra déboursier en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance maximale de ces contrats est de 5,5 ans.

Autres

Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les provisions relatives aux réclamations et aux litiges.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

21 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Revenus reportés	128,9 \$	145,3 \$
Charges à payer et autres passifs	11,9	17,6
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	62,7	41,8
Instruments financiers dérivés	0,5	0,8
	204,0 \$	205,5 \$

22 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes.

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes.

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016		2015	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	63 363 281	348,1 \$	63 189 351	345,9 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	732 390	1,0	25 400	—
Actions rachetées et annulées	(1 242 427)	(6,8)	(42 300)	(0,3)
Levée d'options d'achat d'actions	33 201	0,5	190 830	2,5
Solde à la fin de l'exercice	62 886 445	342,8	63 363 281	348,1
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	14 807 016	20,1	14 832 416	20,1
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(732 390)	(1,0)	(25 400)	—
Solde à la fin de l'exercice	14 074 626	19,1	14 807 016	20,1
	76 961 071	361,9 \$	78 170 297	368,2 \$

Rachat d'actions

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto. Le 6 décembre 2016, la Société a annoncé la modification de son programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités afin d'augmenter le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne catégorie A qu'il est permis de racheter, soit de 1 000 000 à 2 000 000 d'actions.

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2015 et le 14 avril 2016, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 237 250 actions catégorie B. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

22 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a racheté et annulé 1 242 427 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,33 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 21,5 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 14,7 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a racheté et annulé 42 300 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 15,59 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 0,7 million de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 0,4 million de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Levée d'options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, la contrepartie reçue a été de 0,4 million de dollars, et un montant de 0,1 million a été transféré du surplus d'apport au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, la contrepartie reçue a été de 2,1 millions de dollars, et un montant de 0,4 million a été transféré du surplus d'apport au capital social.

Dividendes

Des dividendes de 0,73 \$ et 0,67 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, respectivement.

23 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Numérateur		
Résultat net lié aux activités poursuivies	146,3 \$	236,6 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	77,6	78,1
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,2	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué	77,8	78,3

Aux 31 octobre 2016 et 2015, toutes les options d'achat d'actions sont incluses dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies dilué par action étant donné leur effet potentiel dilutif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2016 sont de 6 078 562 et 4 177 897, respectivement. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options. La Société a décidé de cesser d'octroyer des options d'achat d'actions à compter de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,1 million de dollars et 0,2 million, respectivement, ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016		2015	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de l'exercice	762 703	12,57 \$	1 160 296	13,33 \$
Levées	(33 201)	11,82	(190 830)	10,87
Annulées	—	—	(5 835)	11,57
Expirées	—	—	(200 928)	18,61
Options en cours à la fin de l'exercice	729 502	12,60 \$	762 703	12,57 \$

Au 31 octobre 2016, le solde des options d'achat d'actions disponible pour attributions futures en vertu du régime était de 3 448 395.

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions au 31 octobre 2016 :

Fourchette des prix de levée	Options en cours			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
11,33 - 12,40 \$	513 754	2,8	11,72 \$	421 400	11,81 \$
13,09 - 16,20	215 748	0,7	14,69	215 748	14,69
	729 502	2,2	12,60 \$	637 148	12,78 \$

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2016		2015	
	UAD	UAR	UAD	UAR
Solde au début de l'exercice	279 162	241 812	1 064 655	924 627
Unités attribuées	—	3 121	352 403	378 396
Unités annulées	—	—	(117 078)	(32 548)
Unités payées	(18 384)	(4 747)	(266 379)	(205 894)
Unités converties	2 586	27 194	(2 586)	(27 194)
Dividendes versés en unités	10 804	11 782	38 845	27 268
Solde à la fin de l'exercice	274 168	279 162	1 069 860	1 064 655

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Au 31 octobre 2016, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 16,5 millions de dollars (17,8 millions au 31 octobre 2015). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015 ont été de 4,2 millions de dollars et 9,7 millions, respectivement. Des montants de 5,5 millions de dollars et 3,1 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2016	2015
Solde au début de l'exercice	363 514	371 086
Rémunération des administrateurs	33 577	33 223
Unités payées	(34 000)	(54 150)
Dividendes versés en unités	14 810	13 355
Solde à la fin de l'exercice	377 901	363 514

Au 31 octobre 2016, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs est de 6,8 millions de dollars (7,4 millions au 31 octobre 2015). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015 ont été d'un montant négligeable et de 2,6 millions de dollars, respectivement. Des montants de 0,6 million de dollars et 0,8 million ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, respectivement.

25 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 31 octobre 2015	(7,0) \$	24,3 \$	2,1 \$	19,4 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	5,4	14,4	(36,5)	(16,7)
Solde au 31 octobre 2016	(1,6) \$	38,7 \$	(34,4) \$	2,7 \$
Solde au 31 octobre 2014	(3,3) \$	1,7 \$	8,7 \$	7,1 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(3,7)	22,6	(6,6)	12,3
Solde au 31 octobre 2015	(7,0) \$	24,3 \$	2,1 \$	19,4 \$

Au 31 octobre 2016, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2017	2018	2019	Total
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1,5) \$	(0,3) \$	(0,3) \$	(2,1) \$
Impôts sur le résultat	(0,4)	—	(0,1)	(0,5)
	(1,1) \$	(0,3) \$	(0,2) \$	(1,6) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

26 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Débiteurs	(1,0) \$	7,5 \$
Stocks	9,8	(0,5)
Frais payés d'avance et autres actifs courants	1,9	(2,0)
Créditeurs et charges à payer	(35,5)	23,0
Provisions	(3,2)	(13,9)
Revenus reportés et dépôts	(15,3)	(37,1)
Régimes à prestations définies	(5,0)	(4,3)
	(48,3) \$	(27,3) \$

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations comprend un montant de 31,0 millions de dollars qui a été encaissé et comptabilisé à titre de revenus reportés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016 (note 21 « Autres éléments du passif »).

27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société.

Le tableau suivant présente la rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Salaires et autres avantages à court terme	11,0 \$	12,0 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,8	0,8
Rémunération à base d'actions	3,5	10,3
	15,3 \$	23,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre à ses employés divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes de retraite multi-employeurs. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de services et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées au cours de l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies, les régimes de retraite multi-employeurs et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur. Certaines obligations de la Société aux termes des régimes à prestations définies sont garanties par des lettres de crédit, émises à même les facilités de crédit de la Société, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes.

Le conseil d'administration de la Société, à l'aide de son comité de retraite, est responsable de la surveillance et de la gouvernance des régimes de retraite. Le comité de retraite aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision générales à l'égard des régimes de retraite, notamment en ce qui concerne les décisions de placements, les cotisations aux régimes à prestations définies et la sélection des possibilités de placement des régimes à cotisations définies. Les actifs des régimes de retraite sont détenus en fidéicomis, excepté les rentes assurées. Les régimes de retraite de la Société sont gérés conformément aux lois canadiennes et provinciales applicables aux régimes de retraite, lesquelles prescrivent des exigences de financement minimal et maximal pour les régimes de retraite à prestations définies.

La politique de financement de la Société consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Les cotisations de la Société à ses régimes de retraite reflètent les plus récentes évaluations actuarielles concernant le rendement sur les placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs. La capitalisation des régimes de retraite repose sur des bases d'évaluations de financement qui sont différentes de la base comptable et pour lesquelles les méthodes et hypothèses peuvent différer des méthodes et hypothèses utilisées à des fins comptables.

Les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi exposent la Société à certains risques particuliers, notamment le rendement sur les placements, les modifications du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation, le taux de longévité des participants, l'inflation et les coûts de soins de santé.

La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de capitalisation des régimes de retraite de la Société datent du 31 décembre 2015 pour les régimes enregistrés au Québec et du 31 décembre 2013 pour les régimes enregistrés en Ontario.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Obligation au titre des régimes à prestations définies						
Solde au début de l'exercice	712,2 \$	762,9 \$	13,1 \$	17,7 \$	725,3 \$	780,6 \$
Coût des services rendus ⁽¹⁾	—	0,2	(0,5)	(1,3)	(0,5)	(1,1)
Coût des services passés ^{(2), (3)}	(1,2)	2,6	—	(2,9)	(1,2)	(0,3)
Coût financier relatif à l'obligation au titre des prestations définies	30,6	32,0	0,4	0,4	31,0	32,4
Écarts actuariels découlant de :						
L'expérience du régime	10,9	11,0	—	—	10,9	11,0
Changements dans les hypothèses démographiques	0,6	0,2	—	—	0,6	0,2
Changements dans les hypothèses financières	105,5	(9,1)	1,0	(0,1)	106,5	(9,2)
Prestations versées	(77,3)	(87,9)	(0,7)	(0,7)	(78,0)	(88,6)
Variation du cours de change et autres	0,1	0,3	—	—	0,1	0,3
Solde à la fin de l'exercice	781,4 \$	712,2 \$	13,3 \$	13,1 \$	794,7 \$	725,3 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	717,5 \$	771,7 \$	— \$	— \$	717,5 \$	771,7 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	31,0	32,4	—	—	31,0	32,4
Écarts actuariels sur les actifs des régimes	63,4	(0,7)	—	—	63,4	(0,7)
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des actifs)	(1,3)	(1,8)	—	—	(1,3)	(1,8)
Prestations versées	(77,3)	(87,9)	(0,7)	(0,7)	(78,0)	(88,6)
Cotisations de l'employeur	3,8	3,5	0,7	0,7	4,5	4,2
Variation du cours de change et autres	0,2	0,3	—	—	0,2	0,3
Solde à la fin de l'exercice	737,3 \$	717,5 \$	— \$	— \$	737,3 \$	717,5 \$
Surplus (déficit) des régimes	(44,1) \$	5,3 \$	(13,3) \$	(13,1) \$	(57,4) \$	(7,8) \$
Effet du plafond de l'actif reconnu dans les AERG	(1,9)	(6,4)	—	—	(1,9)	(6,4)
Actif (passif) au titre des régimes à prestations définies	(46,0) \$	(1,1) \$	(13,3) \$	(13,1) \$	(59,3) \$	(14,2) \$

⁽¹⁾ Le coût des services rendus des autres régimes à prestations définies inclut la variation nette du régime d'invalidité à long terme, composée du coût des services rendus et des écarts actuariels. Le coût des services passés de ce régime est présenté sur une ligne distincte.

⁽²⁾ Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, le revenu des services passés des prestations de retraite résulte de la modification à la loi au Québec qui élimine l'obligation d'offrir la prestation additionnelle et permet aux employeurs de l'éliminer dans leur régime. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, le coût des services passés des prestations de retraite résulte d'une combinaison de l'exercice de relance des participants différés pour leur offrir de sortir de leurs droits des régimes et de la modification des régimes de retraite qui permet dorénavant aux participants de 55 ans et plus qui ont cessé leur participation au régime, et qui ne reçoivent toujours pas une rente du régime, de transférer la valeur de leurs droits dans un véhicule de retraite autorisé en tout temps.

⁽³⁾ Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, le coût des services passés des autres régimes à prestations définies résultent de la modification du coût assumé par la Société pour les soins de la santé et dentaires pour les employés en invalidité à long terme.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'actif (le passif) au titre des régimes à prestations définies figurent comme suit aux états financiers consolidés de la situation financière aux 31 octobre :

	2016	2015
Autres éléments d'actif	3,4 \$	27,6 \$
Autres éléments du passif	(62,7)	(41,8)
	(59,3) \$	(14,2) \$

Le tableau suivant présente la composition de la juste valeur des actifs des régimes aux 31 octobre :

	2016	2015
Cotés sur un marché actif		
Titres de capitaux propres		
Actions canadiennes et étrangères et fonds de placement	119,3 \$	107,9 \$
Titres de créances		
Obligations de gouvernements et d'entreprises et fonds de placement	421,5	419,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de placement	7,5	14,5
	548,3	542,0
Non cotés sur un marché actif		
Rentes assurées	189,0	175,5
	737,3 \$	717,5 \$

Au 31 octobre 2016, les actifs des régimes comprenaient des actions de la Société pour un montant de 0,6 million de dollars (0,8 million au 31 octobre 2015).

La stratégie d'appariement des actifs et des passifs de la Société consiste à minimiser le risque, par l'achat de rentes assurées et de titres de créances. Pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, les régimes ont investi dans des rentes assurées sans rachat des engagements. Leur juste valeur est considérée être égale à l'obligation au titre des prestations définies des participants visés par l'achat de rentes, calculée selon les hypothèses applicables à la date de clôture.

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies aux 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	737,3 \$	717,5 \$	— \$	— \$	737,3 \$	717,5 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	750,1	684,4	—	—	750,1	684,4
Effet du plafond de l'actif	(1,9)	(6,4)	—	—	(1,9)	(6,4)
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - surplus (déficit)	(14,7) \$	26,7 \$	— \$	— \$	(14,7) \$	26,7 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes sans capitalisation	31,3	27,8	13,3	13,1	44,6	40,9
Situation de capitalisation totale - surplus (déficit)	(46,0) \$	(1,1) \$	(13,3) \$	(13,1) \$	(59,3) \$	(14,2) \$

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 5,6 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice se terminant le 29 octobre 2017, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour calculer l'obligation au titre des régimes à prestations définies de la Société aux 31 octobre :

	2016	2015
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	3,30 %	4,40 %
Moyenne pondérée du taux de croissance de la rémunération	3,07	3,07

Au 31 octobre 2016, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était évalué à 7,0 % diminuant graduellement pour s'établir à 4,25 % d'ici 2020, et demeure constant par la suite.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 et comporte certaines limites. Les sensibilités de chacune des principales hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses. Les résultats réels pourraient donc entraîner la modification des autres hypothèses simultanément. Toute modification d'un facteur pourrait entraîner une modification d'un autre facteur, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence des variations des principales hypothèses.

Augmentation (diminution)	Obligation au titre des prestations définies
Incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'actualisation	(11,3) \$
Incidence d'une diminution de 0,1 % du taux d'actualisation	11,7
Incidence d'une augmentation de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	1,2
Incidence d'une diminution de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	(1,0)

Le tableau suivant présente la composition du coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût des services rendus	— \$	0,2 \$	(0,5) \$	(1,3) \$	(0,5) \$	(1,1) \$
Coût des services passés	(1,2)	2,6	—	(2,9)	(1,2)	(0,3)
Frais d'administration	1,3	1,8	—	—	1,3	1,8
Coût des régimes comptabilisé dans le résultat net	0,1 \$	4,6 \$	(0,5) \$	(4,2) \$	(0,4) \$	0,4 \$
Coût financier relatif à l'obligation au titre des régimes à prestations définies	30,6 \$	32,0 \$	0,4 \$	0,4 \$	31,0 \$	32,4 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	(31,0)	(32,4)	—	—	(31,0)	(32,4)
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies	(0,4) \$	(0,4) \$	0,4 \$	0,4 \$	— \$	— \$
Coût au titre des régimes à prestations définies	(0,3) \$	4,2 \$	(0,1) \$	(3,8) \$	(0,4) \$	0,4 \$

Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les charges opérationnelles aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015 ont été de 1,3 million de dollars et 2,0 millions, respectivement. Les gains nets ou les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les frais de restructuration et autres coûts (revenus) aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015 ont été de (1,7) million de dollars et (1,6) million, respectivement.

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes de retraite à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Régimes de retraite à cotisations définies	18,6 \$	19,6 \$
Régimes généraux et obligatoires	17,5	18,3
	36,1 \$	37,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

29 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location simple de locaux, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de location de locaux ⁽¹⁾	33,7 \$	77,2 \$	33,3 \$	144,2 \$

⁽¹⁾ La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location simple venant à échéance entre 2017 et 2022. La Société estime pouvoir récupérer un montant totalisant 7,8 millions de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Indemnisations des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2016, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

b) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société a convenu de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2016, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2016 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

30 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs, de même que dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif à ces éléments est représentée par leur valeur comptable dans les états consolidés de la situation financière. La Société est également exposée au risque de crédit à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés. Toutefois, la Société estime que le risque est peu élevé puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Aux 31 octobre 2016 et 2015, l'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux actifs d'instruments financiers dérivés était négligeable.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'approbation et d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société a également contracté une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Au 31 octobre 2016, aucun client ne représente à lui seul 10,0 % ou plus des revenus de la Société, ou 10,0 % ou plus des comptes clients associés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction des types de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus à chaque date de clôture par la direction. La Société enregistre une dépense pour créances douteuses seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Les débiteurs en souffrance se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2016	Au 31 octobre 2015
Comptes clients		
Dans les délais	279,5 \$	274,2 \$
1 - 30 jours en souffrance	61,8	53,0
31 - 60 jours en souffrance	15,1	16,1
Plus de 60 jours en souffrance	10,7	17,4
	367,1	360,7
Provision pour créances douteuses	(4,7)	(4,8)
Autres débiteurs	39,5	37,1
	401,9 \$	393,0 \$

La variation de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Solde au début de l'exercice	4,8 \$	7,3 \$
Regroupement d'entreprise (note 4)	0,1	—
Dépense pour créances douteuses	1,7	0,7
Créances recouvrées ou radiées	(1,9)	(3,2)
Solde à la fin de l'exercice	4,7 \$	4,8 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2016 :

2016	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels			
		Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	
Passifs financiers non dérivés					
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	309,6 \$	309,6 \$	309,6 \$	— \$	— \$
Contreparties conditionnelles	15,0	15,0	15,0	—	—
Dette à long terme	348,1	393,3	14,7	327,6	51,0
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	2,6	2,6	2,1	0,5	—
	675,3	720,5	341,4	328,1	51,0
Instruments financiers dérivés					
Contrats de change à terme au passif	2,3	2,3	1,8	0,5	—
	677,6 \$	722,8 \$	343,2 \$	328,6 \$	51,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2015 :

2015	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans
Passifs financiers non dérivés					
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	327,5 \$	327,5 \$	327,5 \$	— \$	— \$
Contreparties conditionnelles	11,1	11,1	6,5	4,6	—
Dette à long terme	384,1	446,4	28,4	30,2	387,8
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	3,2	3,2	—	3,2	—
	725,9	788,2	362,4	38,0	387,8
Instruments financiers dérivés					
Contrats de change à terme au passif	6,5	6,5	5,6	0,9	—
	6,5	6,5	5,6	0,9	—
	732,4 \$	794,7 \$	368,0 \$	38,9 \$	387,8 \$

⁽¹⁾ Excluant les instruments financiers dérivés

⁽²⁾ Excluant les passifs non financiers

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société n'est pas exposée significativement au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt étant donné que la plupart de ses dettes à long terme sont à taux fixe.

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis, et achète du matériel de production en devise américaine. La Société est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2016, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 104,0 millions de dollars américains (80,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2015), dont 60,0 millions et 44,0 millions seront vendus au cours des exercices se terminant les 31 octobre 2017 et 2018, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 24 mois, à des taux variant de 1,2457 à 1,4402. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie et d'investissement net au 31 octobre 2016 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les AERG :

	2016		2015	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
Dollar américain	1,9 \$	(7,9) \$	2,9 \$	(7,3) \$

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'effet contraire sur le résultat net et les AERG.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Le tableau ci-dessous indique la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés aux 31 octobre 2016 et 2015.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme et les contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Le modèle d'évaluation des contreparties conditionnelles tient compte de la valeur actualisée des paiements attendus par application d'un taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le paiement attendu est déterminé en évaluant les divers scénarios de réalisation des seuils de performance financière préétablis, le montant à payer aux termes de chaque scénario et la probabilité de réalisation de chacun de ces scénarios.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés aux 31 octobre :

	2016		2015	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Contrats de change à terme à l'actif	2,5 \$	2,5 \$	— \$	— \$
Contreparties conditionnelles	(15,0)	(15,0)	(11,1)	(11,1)
Dette à long terme	(366,1)	(348,1)	(400,5)	(384,1)
Contrats de change à terme au passif	(2,3)	(2,3)	(6,5)	(6,5)

Ces instruments financiers sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, à l'exception des contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises qui sont classés dans le niveau 3. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

La variation des instruments financiers de niveau 3 se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Solde au début de l'exercice	(11,1) \$	— \$
Regroupement d'entreprises (note 4)	(8,8)	(11,4)
Variation incluse au résultat net	5,1	—
Variation du cours de change	(0,2)	0,3
Solde à la fin de l'exercice	(15,0) \$	(11,1) \$

Analyse de sensibilité

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10 % des seuils de performance financière prévus se serait traduite par une diminution du résultat net de 2,0 millions de dollars. Une diminution de 10 % des seuils de performance financière prévus se serait traduite par une augmentation du résultat net de 8,1 millions de dollars.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2016 et 2015

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

31 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (revenus), et dépréciation d'actifs afin de conserver une cote de solvabilité élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de pouvoir saisir des occasions d'investissements stratégiques.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (revenus), et dépréciation d'actifs comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2016	2015
Dette à long terme	347,9 \$	347,7 \$
Portion courante de la dette à long terme	0,2	36,4
Trésorerie	(16,7)	(38,6)
Endettement net	331,4 \$	345,5 \$
Résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (revenus), et dépréciation d'actifs	390,1 \$	378,7 \$
Ratio d'endettement net	0.8x	0.9x

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières, de même qu'à l'égard d'aucune de ses clauses restrictives.